Colloque International

Humanités Environnementales

Sciences, arts et citoyennetés face aux changements globaux

J.Mariel

05-07 Octobre 2021
Montpellier

Université Paul-Valéry
Montpellier 3

29èmes Journées de la Société d'écologie humaine

Plus d'infos https://umr-sens.fr/

SEH Société d'Ecologie Humaine · sens savoirs environnement sociétés · IRD Institut de Recherche pour le Développement FRANCE · cirad · Université Paul Valéry Montpellier 3 · MSHSud Maison des Sciences de l'Homme

HUMANITES ENVIRONNEMENTALES,

Sciences, arts et citoyennetés face aux changements globaux

L'amplitude de la crise environnementale, à la fois globale et locale, structurelle et multiforme, oblige la société à transformer ses rapports à la nature de manière toujours plus profonde. Prises isolément, des problématiques comme celles du changement climatique, de l'érosion de la biodiversité, des pandémies ou de l'acidification des océans renvoient à des communautés scientifiques, des parties prenantes ou des politiques publiques bien spécifiques. L'imbrication toujours plus grande de ces problématiques appelle pourtant les chercheurs, comme les citoyens, à renouveler leur appréhension des relations qu'entretiennent l'humanité et l'environnement.

Les humanités environnementales qui abordent cet enjeu complexe seront au cœur des 29es journées scientifiques de la Société d'écologie humaine.

La notion d'« humanités environnementales », récente et en fort développement, vise à prendre acte des processus de réorganisation, d'intégration et d'innovation provoqués par la montée en puissance de la question environnementale dans le champ scientifique – et plus particulièrement dans celui des sciences humaines et sociales (SHS). Il s'agit d'un concept programmatique, puisque ce domaine est en plein essor, mais également d'un concept ancré dans une tradition articulant sciences (naturelles et sociales) et humanités attentives aux dimensions politique, morale, éthique et esthétique de la production et de la circulation des connaissances.

L'intérêt de cette notion relève de l'expression d'un besoin : penser les changements globaux comme une problématique associant étroitement les dimensions écologique, physique et humaine, et non pas simplement comme un problème du « monde naturel » dont la résolution passerait par des ajustements technologiques, politiques ou économiques. Cette approche suppose de s'intéresser à la manière dont les représentations et les usages des sociétés s'articulent au monde biogéophysique, et évoluent dans le temps.

Cette interrogation, portée notamment par l'écologie humaine depuis de nombreuses années nécessite d'être réaffirmée.

Ce colloque abordera la thématique des humanités environnementales à travers quelques axes privilégiés : l'émergence, le contour et le contenu des humanités environnementales ; la réflexivité de la pratique scientifique et notamment notre capacité à identifier aujourd'hui les besoins en éducation et en formation que les humanités environnementales révèleraient ou entérineraient ; et les transformations du « gouvernement de la nature ».

Il permettra de s'interroger pour comprendre comment les humanités environnementales se déclinent au regard des enjeux spécifiques des pays du Sud et quelle est la participation des pratiques artistiques et littéraires au renouveau du regard porté sur les rapports entre environnement et société.

Ces journées scientifiques s'adressent à des chercheurs, mais également à des praticiens, travaillant sur les interactions humains/environnement et leurs enjeux sociétaux au sens large (incluant notamment la santé, l'alimentation, les lettres et les arts, la technique, les médias, le numérique).

Partenaires organisateurs

La Société d'écologie humaine est une association à caractère scientifique qui a été créée en 1987 à Aix-en-Provence (France) à l'initiative de chercheurs et enseignants en sciences sociales et biologiques convaincus des bienfaits de la pluridisciplinarité et ayant la volonté d'instaurer un lieu d'échange et une fonction de dialogue pour tous ceux qui s'intéressent à l'étude des relations que les sociétés humaines entretiennent avec leur milieu de vie.

Depuis sa création, la Société d'écologie humaine a organisé 28 journées scientifiques sur un thème particulier : lagune, forêt tropicale, la viande, littoral, incertitudes et environnement, énergie, jardins, transmissions entre générations, risques et industries, santé et immunité, urbanisation au nord et au sud, qualité de vie, retour des paysans, campements, cabanes et cabanons, santé, sociétés et démographie, écologie humaine, vulnérabilités et territoires, homo-futurus etc…

Ces journées constituent pour des spécialistes (chercheurs, acteurs) de champs différents, un moment privilégié pour débattre sur des questions parfois situées aux marges de leur discipline.
De 1983 à 1994 la SEH a édité la revue « Ecologie Humaine » (Aix-en-Provence). Depuis 15 ouvrages, issus des journées scientifiques, ont été publiés auprès de divers éditeurs (Editions de Bergier, Édisud, Presses Universitaires de Rennes, Editions IRD, L'Harmattan, PUAM/Presses Universitaires de Provence, Editions Ovadia).

Derniers ouvrages parus :

- Maryse Gaimard, M. Gatteau, F. Ribeyre, B. Bichet, 2018, *Vulnérabilités et Territoires*, ed. Kaïros, Nancy, 297 p.
- Société d'Ecologie Humaine, Alain Froment, Gilles Maignant, 2021, *Homo Futurus. Quelles évolutions biologiques pour l'espèce humaine ?* Ed. Ovadia, coll. Philosophie et Ethique de la Smart City, Nice.

Président : Gilles Maignant (géographe) / email : maignant@unice.fr

Contacts :
Société d'Ecologie Humaine c/o UMR 7300 ESPACE – Technopole de l'environnement Arbois Méditerranée, Avenue Louis Philibert – BP 80 -13545 Aix-en-Provence, cedex 04
Email : societe.ecologie.humaine@gmail.com
Site WEB : https://stedecologiehumaine.wordpress.com

L'unité mixte de recherche SENS (Savoirs, ENvironnement, Sociétés) regroupe plus de soixante chercheurs et enseignants-chercheurs montpelliérains de l'IRD, du CIRAD et de l'UPVM et environ cinquante doctorants français et étrangers. Cette UMR prend acte des changements globaux actuels et des dynamiques sociétales (politiques, économiques, culturelles, citoyennes, etc.) qui leur sont associées.

L'UMR SENS se fixe comme objectifs de (i) produire des connaissances sur les mécanismes qui sous-tendent ces changements et ces relations et ces tensions constitutives du nexus société-environnement ; (ii) accompagner les initiatives et les innovations sociales et institutionnelles visant à influencer durablement, à différentes échelles, les trajectoires des systèmes écologiques et sociaux et (iii) consolider les approches réflexives sur le rôle de la science au regard de la complexité des phénomènes étudiés, de leurs dimensions éthiques et politiques, et de la nécessaire co-construction des savoirs et des pratiques tournés vers la durabilité.

La particularité de ce collectif, outre son orientation vers les sociétés rurales des Suds, est sa pluridisciplinarité à la fois à l'intérieur des SHS (anthropologie, économie, géographie, sociologie, droit, science politique), et entre les sciences sociales, les sciences de la vie et de l'environnement (agronomie et écologie) et les sciences et technologies (ingénierie, modélisation et informatique).

Directeur : Philippe Méral

Contact : https://umr-sens.fr/

La Maison des Sciences de l'Homme SUD (CNRS, UPVM, UM / IRD, Cirad / UPVD, UN, INRAE, IAMM, Montpellier SupAGRO, ENSAM, IMT Mines-Alès, ENSCM), dédiée à l'incubation de projets innovants, associe chercheurs de toutes disciplines et leurs partenaires non-académiques dans la construction d'un espace mutualisé de recherche interdisciplinaire.

La MSH SUD entend questionner nos modèles de développement et fédérer les explorateurs d'alternatives par une pratique élargie de l'interdisciplinarité, et des interactions renouvelées entre sciences et sociétés, afin de proposer des modes de développement supportables et innovants, répondant aux enjeux globaux contemporains. La MSH SUD est soutenue par la Région Occitanie et Montpellier Méditerranée Métropole. Elle est membre du Réseau national des MSH (RnMSH) et de l'Alliance Sciences-Sociétés (ALLISS).

Directeur : Olivier Tinland

Contact : https://www.mshsud.org/

Recueil des résumés

Sessions plénières

- Christophe Bonneuil - Ce que les humanités environnementales - et les dérèglements planétaires - font à l'histoire 11
- Dominique Bourg - Humanités environnementales et dualisme 12
- Chantal Crenn et Bernard Formoso - Enseigner les humanités environnementales à l'université : retour d'expérience à l'UPVM
- Marie Blaise - Littérature, Humanités, pour quoi faire ?

Session 1 - Émergence, contour et contenu des humanités environnementales

- Julien Blanco, Clémence Moreau, Stéphanie Carrière, François Calatayud, Jean-Christophe Castella, Emilie Coudel, Miriam Cué, Elodie Fache, Dominique Hervé, Pierre-Yves Le Meur, Georges Serpantié, Frédéric Thomas, Noé De Vos - Humanités environnementales et science de la durabilité : quelles différences, quels points communs, quelles complémentarités ? 15
- Aurélie Choné et Philippe Hamman - Les humanités environnementales en perspective franco-allemande : entre recomposition académique et réflexions pour l'action 16
- Matthieu Duperrex - Y a-t-il un impensé de la technique dans les humanités environnementales ? 17

Session 2 - Humanités environnementales, réflexivité de la pratique scientifique et enjeux de formation

Réflexivité de la pratique scientifique

- Yildiz Aumeeruddy-Thomas - Savoirs locaux et autochtones et enjeux environnementaux au XXIè siècle : nouvelles postures de chercheurs et des experts locaux. Où en sommes-nous ? 21
- Christian Arnsperger, Leila Chakroun, Sarah Koller et Mathilde Vandaele - L'engagement écologique et ses implications épistémiques : le « militant existentiel » comme nouvelle figure de la recherche scientifique et de la transmission du savoir écologique 22
- Philippe Méral, Arnauld Buchs, Géraldine Froger, et Olivier Petit – De l'intérêt de la socio-économie écologique pour aborder les changements globaux 23

Santé : de nouvelles approches ?

- Ghozlane Fleury-Bahi, Daniel Bley, Clara Galland, Oscar Navarro, Dominique Pécaud, Fréderic Simard, Anne Tallec, Nicole Vernazza-Licht - Etude sur les pratiques et les logiques d'action en matière de lutte anti-vectorielle. Premiers résultats d'une étude interdisciplinaire 24
- Hélène Houdayer - L'équithérapie : une introduction aux humanités environnementales 25
- Anthony Tchekemian - La pandémie d'obésité serait-elle le signe d'un effondrement civilisationnel ? 26

Vers de nouveaux paradigmes socio-scientifiques ?

- Frédéric Ducarme - Définir le patrimoine naturel : un rôle stratégique des humanités environnementales en conservation 27
- Coralie Calvet - L'éclairage des humanités environnementales sur les politiques de compensation écologique 28

- Dominique Hervé - Renforcer le débat public pour converger vers des changements de paradigme sur l'environnement 29

Vers une approche sensible de l'environnement ?

- Aurélie Javelle - Enseigner la profondeur ontologique de la transition agroécologique 30
- Eliane Beaufils - Le Parlement des Organismes, ou l'art comme terrain de transition démocratique 31
- François Bousquet, Jean-Christophe Castella, Stéphanie Carrière, Miriam Cué, Frédérique Jankowski et Geneviève Michon - Les humanités environnementales comme cadre de réflexion pour explorer les dimensions sensibles de notre relation à l'environnement 32

Session 3 - Humanités environnementales et transformations du « gouvernement de la nature »

Gouverner l'alimentation

- Elisabeth Lambert - (Re)penser le droit à une alimentation saine en Europe 35
- Miriam Cué, Jean-Christophe Castella et Geneviève Michon - Corridors de consommation durable de viande en Europe : un regard critique au prisme des humanités environnementales 36
- Sophie Molia, Gaëlle Deletraz et Julien Mattern - Alimentation et modèles alternatifs de société : achat et consommation de produits alimentaires au village Emmaüs Lescar-Pau 37

Renouveler les institutions reliant les sociétés à leur environnement ?

- Hélène Melin et Muriel Poli - La pratique des chjame-operate en Corse : une activation des solidarités traditionnelles qui réinstaure des « communs » en milieu rural 38
- Jean Etienne Bidou, Isabelle Droy, Philippe Lavigne Delville - Parc arboré et mutations sociales en pays Sereer (Sénégal) : vers une nouvelle gouvernance ? 39
- Fabien Girard, Ingrid Hall et Christine Frison - Biocultural Community Protocols, Indigenous Peoples and Local Communities: the Making of Biodiversity Stewards 40

Territoire et participation

- Jeoffrey Dehez - Embarquer les pratiquants de loisirs dans la gestion des plantes aquatiques invasives : une innovation territoriale ? 41
- Norélia Voiseux, Sylvain Pioch et Maëlle Banton - Agora de l'Aménagement des Territoires Résilients (AATRE) - Pour une co-construction durable des projets d'aménagement du littoral d'Occitanie avec les citoyen.ne.s 42
- Marie Lusson, Christelle Gramaglia, Maria Alp, Oldrich Navratil, Sylvie Morardet, Béatrice Maurines – Récit d'une expérimentation sociale et filmique pour favoriser la co-construction des projets de restauration des rivières 43

Vers une approche holistique des sols ?

- Céline Pessis - Humanités pédologiques et politiques de conservation des sols 44
- Lohoues Olivier Essoh, Bouhi Sylvestre Tchan Bi, Meless Siméon Akmel - Exploitation artisanale minière et implications socio-environnementales à Angovia dans le centre-ouest de la Côte d'Ivoire 45
- Philippe Lavigne-Delville, Véronique Ancey et Elodie Fache - Gouverner les ressources partagées 46

Les dispositifs sociotechniques au cœur des modalités de gouvernance

- Julien Burte, Véronica Mitroi, Anne-Laure Collard, Hela Gasmi, Eduardo S.P.R. Martins - Gouvernance de la pénurie et réconciliation autour d'une eau commune dans le Nordeste brésilien région semi-aride 47
- Pierre-Yves Le Meur, Nastassia Reyes, Daniel Gaertner, Florence Galletti, Manon Airaud, Lucille Garçon, Jean-Emmanuel Rougier, Laurent Dagorn, Thomas Vieille et Estienne Rodary - Qui pêche ? La pêche industrielle thonière sous DCP comme actions et savoirs distribués 48

Environnements urbains

- Damien Marage et Anne Jegou - En quoi les humanités environnementales peuvent-elles servir les projets de territoire ? Pour une géographie de la relationalité. Exemple en milieu urbain 49
- Josiane Tantchou - Urbanicité, sens et santé mentale 50

Session 4 - Humanités environnementales face aux enjeux des Suds

Le climat au prisme des humanités environnementales

- Désiré Hobido Any et Gbomene Hilaire Kanon - La transition écologique dans la cacaoculture des pays du Sud : expériences et perspectives 53
- Florence Fouque - Impact des changements climatiques sur les maladies à transmission vectorielle : imprévisibilité des effets, résilience des pays du sud et rôle de l'aide au développement 54
- Sophie Hélène Félicité Aho – L'Afrique à l'épreuve de la justice climatique 55

Risques environnementaux et vulnérabilités sociales

- Léon K. Mudubu - La salubrité dans la ville de Kinshasa : entre l'absence de l'exercice de l'autorité publique et la faiblesse d'implication de la population 56
- Adrien Morvan, Bayili Bazoma, Marc-Eric Gruénais - Des pesticides dans la Mare aux hippopotames (Burkina Faso) 57
- Gwenn Pulliat - Cultiver et se nourrir à Hanoi (Vietnam) : quels risques ? Un regard croisé entre sciences humaines et sciences du vivant 58

Les savoirs locaux face à la globalisation

- Alawadi Zelao - Savoirs écologiques des peuples des Montagnes et enjeux d'enculturation de développement durable 59
- Vincent Porcher, Stéphanie M. Carrière, Sandrine Gallois et Victoria Reyes-García – The expertise of children : wild edible plants knowledge distribution across life stage and gender among southern Betsileo, Madagascar 60
- Christian Culas - Décrire ou normaliser les conceptions de la nature chez les autres ? La diversité des conceptions locales confrontées aux récits scientifiques. Le cas des forêts au Vietnam 61

Qui gouverne les relations entre humains et non-humains ?

- Marie Aureille - Gouverner (par) une plante invasive. Ethnographie des relations entre le marabú, les humains et les vaches dans une municipalité rurale de Cuba 62
- Mélanie Congretel - Humanités environnementales et dynamiques locales d'innovation dans les pays du Sud. Enseignements de projets de valorisation du guaraná en Amazonie brésilienne 63
- Geneviève Michon - Ar(t)bres : repenser le statut des relations Hommes/Plantes à travers les représentations artistiques et les nouvelles pratiques sociales de la « nature » 64

Changer de regard sur les « ressources naturelles »

- Meless Siméon Akmel - Développement des cultures de rente et implications socio-environnementales dans le département de Dabou (Côte d'Ivoire) 65
- Tanoh Raphaël Bekoin - La forêt ivoirienne entre impératifs économiques et nécessité écologique : de 1920 à nos jours 66

Session 5 - Arts, lettres et action collective au prisme des humanités environnementales

Arts et artistes : des passerelles entre science et société ?

- Sigrid Aubert, Geneviève Fontaine, Philippe Chemla, Samuel Fallet, Christophe Giroguy, Sébastien Bergery et Nicolas Gaidet - Mettre en scènes un autre récit fondateur, celui de l'émergence des communs tissés autour de la terre et des ressources qu'elle porte....69
- Mélanie Roy et Sophie Caillon - Le dessin comme compagnon d'une approche bioculturelle ; exemple du portrait de la flore des vignes et des pratiques chez les vignerons de Gaillac....70
- Simon Estrangin - La place du dessin dans les humanités environnementales....71

Mises en mots et en scènes de l'Anthropocène

- Agata Jackiewicz, Olivier Kraif, Yumeng Ding - Réalités émergentes, possibles, désirables : comment les nommons-nous ?....72
- Angela Biancofiore - Des humanités écologiques pour une éducation transformative : l'éco-narration comme construction du sens à l'ère de l'incertitude....73
- Elise Domenach - « Ce que voir veut dire » dans le cinéma japonais d'après Fukushima. Approche critique et philosophique d'un corpus écocinématographique....74

Quels métarécits environnementaux ?

- Roberta Serra - Eco-art et « esthétique verte » : une sensibilité écologique renouvelée dans l'art italien contemporain....75
- Patrice Halimi - La nostalgie de l'absolu....76
- Charlotte Mariel et Coralie Nicole - L'art peut-il sauver la planète ?....77

L'art de la médiation

- Greta Tommasi, Sylvain Guyot - L'art de proposer de nouvelles médiations territoriales entre société et environnement : lectures croisées autour de l'étude de cinq structures artistiques rurales d'Italie du Nord....78
- Sylvain Guyot, Isabelle Sacareau et Véronique André-Lamat - Le festival contre le barrage. Mise en art *in situ* et mobilisation environnementale dans les montagnes du Pinde (Epire, Grèce)....79
- Olivier Crouzel, Sylvie Ferrari, Anne Gassiat et Jean-Christophe Lemesle - Changement de regards sur la nature face à l'élévation du niveau de la mer : la place des digues dans la protection des marais côtiers atlantiques....80

Comprendre le militantisme écologique

- Ali Wafdi, Agata Jackiewicz, Christelle Dodane, Frédéric Calas et Damien Nouvel – Formes d'engagement et de militantisme écologique en région occitane (Projet PROSE)....81
- Sylvin Wandja Nzouatcham et René Joly Assako Assako - Les pesanteurs du militantisme environnemental chez les populations défavorisées en milieu urbain camerounais....82

Sessions plénières

Ce que les humanités environnementales et les dérèglements planétaires font à l'histoire

Christophe Bonneuil – Centre de Recherches Historiques, CNRS-EHESS
cbonneuil@gmail.com

La communication s'efforcera dans un premier temps de prendre la mesure de ce que le dérèglement planétaire en cours fait à nos façons de pratiquer l'histoire. La portée désormais géologique de ce qu'on appelait autrefois la crise écologique n'est-elle pas aussi la marque d'une crise de la modernité, et notamment de déplacements profonds par rapport aux régimes d'historicité moderne (futuro-centré) et présentiste qu'avait défini François Hartog ? Plus qu'un sous-champ de l'histoire portant sur des "objets" environnementaux, l'histoire environnementale n'a-t-elle pas alors vocation à repenser et re-décrire toute l'histoire de la modernité ? A quoi bon s'intéresser aux dynamiques socio-écologiques passées ayant conduit au désastre actuel et comment le faire sans téléologie ni anachronisme ?

Il s'agira dans un second temps d'interroger ce que l'affirmation des humanités environnementales comme champ interdisciplinaire fait à l'histoire environnementale, par rapport à ce qu'elle était déjà depuis les années 1970. Au-delà d'appels convenus à la nécessaire interdisciplinarité (auxquels je souscris évidemment), j'examinerai les effets sur la recherche historienne d'une part de la posture moins objectivante (moins en surplomb, plus affectée et impliquée) qui est celle des "environmental humanities", et, d'autre part, d'une radicalisation de l'attention donnée à ce que peuvent faire les êtres et processus plus qu'humains et leurs co-changements avec les fabriques sociales (écologie-monde, histoire co-évolutive, concept de 3e nature, etc.).

Humanités environnementales et dualisme

Dominique Bourg – Professeur honoraire, université de Lausanne
dominique.bourg@unil.ch

Telles que je les ai comprises, les humanités environnementales ont partie liée à la contestation du dualisme moderne et à ses conséquences en termes d'opposition entre les sciences sociales et les sciences naturelles. La distinction sciences sociales et sciences naturelles tire son origine de l'avènement du mécanisme à la fin du 16e siècle et au début du 17e : l'idée que la nature se réduit à un agrégat de particules inertes, extérieures les unes aux autres, régie par une loi, dégage *a contrario* le domaine propre du sens et l'action humaine. Cette opposition débouchera au 19e siècle notamment sur la distinction nature – culture. Il est alors question de domaines étrangers l'un à l'autre comme la substance pensante pouvait l'être pour Descartes à la substance étendue. La refonte des relations homme-nature impulsée par la pensée écologique, l'entrelacs nature-culture caractéristique de l'Anthropocène ont mis à mal les dualismes modernes (homme-nature, technique-nature, humanité-animalité, esprit-matière, etc.). Mais nous aurions tort de chercher pour autant à éradiquer toute forme de dualisme. Ce que nous montre l'état du système-Terre, c'est bien plutôt l'incapacité de la nature à métaboliser nos artefacts, conçus à partir de connaissances partielles. Telle est l'hypothèse que je défendrai et développerai.

Session 1 - Émergence, contour et contenu des humanités environnementales

Humanités environnementales et science de la durabilité : quelles différences, quels points communs, quelles complémentarités ?

Julien Blanco, Clémence Moreau, Stéphanie Carrière, François Calatayud[1], Jean-Christophe Castella, Emilie Coudel, Miriam Cué, Elodie Fache, Dominique Hervé, Pierre-Yves Le Meur, Georges Serpantié, Frédéric Thomas, Noé De Vos

UMR SENS – IRD, CIRAD, Université Paul-Valéry Montpellier 3

julien.blanco@ird.fr, clemence.moreau@ird.fr, stephanie.carriere@ird.fr, noemilandevos@gmail.com, j.castella@ird.fr, emilie.coudel@cirad.fr miriam.cue@ird.fr, elodie.fache@ird.fr, dominique.herve@ird.fr, pierre-yves.lemeur@ird.fr, georges.serpantie@ird.fr, frederic.thomas@ird.fr

[1]UMR Dynafor, INP de Toulouse, INRAE, Auzeville Tolosane
francois.calatayud@inrae.fr

En parallèle de la montée en puissance des crises écologique, climatique, socio-économique et sanitaire dans le débat public, la question environnementale s'immisce dans un nombre croissant de disciplines scientifiques, comme en témoignent des champs thématiques comme ceux de la biologie *de la conservation*, la psychologie *environnementale*, l'économie *écologique* ou l'anthropologie *de la nature*.

Au tournant des années 2000, deux courants distincts ont émergé afin de réunir tout ou partie de ces champs : la science de la durabilité (SD) d'une part, qui vise à rassembler les recherches sur les systèmes socio-écologiques à diverses échelles dans le but d'en améliorer la durabilité, et les humanités environnementales (HE) d'autre part, qui proposent de dépasser les frontières sciences-humanités-arts et nature-culture, avec une visée à la fois descriptive/interprétative et engagée autour de l'objet environnement. La coexistence de ces deux courants aux ambitions *a priori* proches interroge la proximité de leurs approches et postures, dans la mesure où la SD revendique, via la transdisciplinarité, une recherche de solutions concrètes et mesurables, tandis que les HE invitent à des changements plus profonds dans nos rapports au monde. Afin d'aborder cette question, nous avons porté un regard croisé sur les corpus littéraires de ces deux courants, que nous avons identifiés et analysés via des méthodes bibliométriques et qualitatives.

Notre analyse a ainsi permis d'apporter des premiers éléments de réponse relatifs à la façon dont la SD et les HE envisagent le rôle transformateur de la science et à la place qu'ils accordent à différentes épistémologies (e.g. sciences humaines et sociales, sciences du vivant, savoirs locaux, ingénierie). Nous avons également questionné l'existence de différentes écoles de pensées au sein de chacun de ces courants, ainsi que leur manière de mobiliser les dimensions sensibles de notre relation à l'environnement (via les arts, la spiritualité, etc.). Enfin, si nous soulignons que la SD et les HE n'ont pas tout à fait le même projet scientifique et politique, et qu'ils ne posent pas leurs préoccupations dans les mêmes termes, nous discutons aussi l'ampleur de leurs divergences en termes d'outils analytiques, de production de savoirs et de leviers d'action en réponse aux crises socio-écologiques actuelles. Pour conclure, cette étude bibliographique a permis de mieux saisir les éléments constitutifs et les contours respectifs de la SD et des HE, et ce faisant d'en identifier les éléments distinctifs, les convergences, les complémentarités et les versatilités.

Les humanités environnementales en perspective franco-allemande : entre recomposition académique et réflexions pour l'action

Aurélie Choné – MCF, Faculté des langues, Université de Strasbourg
achone@unistra.fr

Philippe Hamman – Professeur de sociologie, Faculté des Sciences sociales, Université de Strasbourg
phamman@unistra.fr

L'apparition du terme *Environnemental Humanities* dans les années 2000 traduit l'importance d'analyser les relations de l'être humain à son environnement à l'heure des changements climatiques, notamment en décloisonnant les perspectives des sciences sociales et celles des études culturelles et littéraires. C'est ce que nous proposons de faire dans cette communication, qui interroge le statut des Humanités environnementales (HE) à travers une mise en parallèle des appropriations de la notion ces dernières années en France et en Allemagne, ce qui constitue une autre originalité du propos.

S'agit-il d'un nouveau terme à la mode ou d'un changement profond de paradigme ? La réflexion part de deux constats. Le premier est que les frontières disciplinaires ne sont pas des « évidences », Questionner cela dans les contextes français et allemand est d'autant plus riche de sens que les deux « traditions nationales » des rapports à la nature sont souvent présentées comme clivées (la filiation des Lumières en France, celle du Romantisme en Allemagne), alors que les processus historiques ont été plus complexes. Le second constat tient au défi permanent d'articuler deux approches saillantes au sein de ce vaste champ interdisciplinaire : schématiquement, l'une privilégie l'histoire des idées, l'autre les cas pratiques. Les tenants de la première approche tendent à reprocher à la seconde de ne pas tenir suffisamment compte des conceptions et représentations de la nature véhiculées par les différentes traditions culturelles, là où les promoteurs de la seconde lecture voient dans la première un risque de déconnexion des pratiques réelles et privilégient les enquêtes de terrain.

Ceci conduit à se demander comment associer à la fois la dimension *interdisciplinaire* – soit différentes approches des HE selon les disciplines et à de possibles points de jonction – et la dimension *interculturelle* – soit différentes approches des HE selon les cultures, à l'ère globale de l'Anthropocène.

Concrètement, nous nous appuyons sur un certain nombre de publications récentes en langue française, allemande et anglaise, et organisons le propos en deux temps. Une première partie interroge le pôle conceptuel en posant la question des disciplines, de leurs évolutions et recompositions ; elle s'intéresse en particulier à la production des savoirs sur la nature, aux transferts et circulations de ces savoirs entre les disciplines et les cultures. La deuxième partie approfondit ensuite le pôle pratique à travers des réflexions sur/pour l'action et l'analyse de pratiques sociales qui conduisent à reconnaître aussi une pluralité des cultures.

Tout ceci plaide pour la nécessité d'HE comparées, à l'instar de l'écocritique comparée. Nous mettons ici en évidence à la fois les spécificités culturelles et les points communs dans la manière de faire des HE en France et en Allemagne. C'est finalement un champ de recherche global qui est en train d'émerger, ce qui implique pour les chercheurs de questionner avec plus d'acuité encore les présupposés implicites de leur propre *background* culturel.

Y a-t-il un impensé de la technique dans les humanités environnementales ?

Matthieu Duperrex – Docteur en arts plastiques et maître de conférence en sciences humaines, Laboratoire Inama, ENSA Marseille
matthieu.duperrex@marseille.archi.fr

Sans doute parce que l'éthique environnementale (d'Ellul à Callicott en passant par Jonas) a été le point d'entrée privilégié pour pointer la responsabilité humaine dans les désastres environnementaux, la « question de la technique » y a souvent été traitée unilatéralement – comme puissance prométhéenne – et indépendamment des relations humaines à la nature. D'un côté la technologie fut largement considérée comme un intrus entre l'humain et la nature ; de l'autre, une nature « artefactuelle » ou médiée par la technique s'est vue dévalorisée comme inauthentique. Pourtant réunies dans la conviction que la partition nature-culture est à dépasser, les humanités environnementales sont donc étrangement pauvres en analyse des systèmes techniques.

Dans cette communication, nous nous efforcerons d'analyser ce point aveugle dans la prétention des humanités environnementales – surtout de langue française – à « recadrer » les relations anthropocentrées à la nature. Comment expliquer par exemple que l'école française de l'anthropologie de la technique (Leroi-Gourhan, Creswell, Haudricourt, Latour, Lemonnier) soit aussi absente de l'ambition épistémologique des humanités environnementales ? L'hybridité des milieux y est-elle sacrifiée à l'environnement "naturel" ?

« Comment pouvons-nous aimer nos techniques, *réellement* les aimer ? », demandait Bruno Latour dans son exposition *Reset Modernity !* En déployant de nouvelles alliances, en habitant de nouvelles pellicules protectrices (*Umwelten*), et desquelles prendre soin. Le front de modernisation du capitalisme s'est développé au moyen de stratégies d'invisibilisation des infrastructures techniques et réseaux de pouvoir, c'est particulièrement vrai pour les industries carbonées. Or, ainsi que le montrent les études que les sciences sociales consacrent aux thèmes de la maintenance et du soin, la préservation de notre technosphère passe par la mise en évidence de ses fragilités et systèmes de dépendance ainsi que par le réinvestissement de la durée du « travail vivant » au cœur du système productif. Les humanités environnementales devraient-elles continuer à demeurer ainsi en dehors de ce champ critique ?

Session 2 - Humanités environnementales, réflexivité de la pratique scientifique et enjeux de formation

Savoirs locaux et autochtones et enjeux environnementaux au 21ième siècle : nouvelles postures de chercheurs et des « experts » locaux. Où en sommes-nous ?

Yildiz Aumeeruddy-Thomas – Centre d'Ecologie Fonctionnelle et Evolutive, Montpellier
yildiz.thomas@cefe.cnrs.fr

Entre le fait d'avoir été longtemps ignorés tout en ayant été spoliés à des fins de bénéfices externes, ou d'avoir été encensés, les savoirs locaux et autochtones n'ont jamais été autant au-devant de la scène de l'environnement tant locales que globales. Est-ce parce que la barque est en train de couler ?
Lors de ces dernières décennies, la critique académique de déconstruction des concepts a tenté de multiples analyses pour comprendre si ces savoirs étaient effectivement locaux, mettre en avant leur caractère adaptatif, leurs rôles pour la conservation de la biodiversité ou pour déconstruire les formes d'instrumentalisation dont ils ont fait preuve. Les grandes tendances actuelles à l'échelle globale montrent le vœu de leur intégration dans des dispositifs d'évaluation de l'état de la nature à l'échelle globale, ainsi que de nouveaux concepts tels que les « Contributions de la Nature aux Populations) (NCPs) à l'IPBES ou de la question climatique au GIEC, ceci non sans de sérieuses difficultés. Les organisations autochtones pour leur part se sont emparées de divers outils et forums internationaux pour faire valoir leurs droits et leurs savoirs spécifiques sur la nature au moment même où des courants académiques comme le « multi-species ethnography » voient le jour. La promotion de chercheurs eux-mêmes membres de peuples autochtones utilisant de nouvelles méthodes de recherche ainsi que des approches de décolonisation de la recherche sur ces savoirs sont en cours. L'ère des approches de conservation communautaires et des premières démarches participatives a montré de véritables failles. D'autres approches sont prônées aujourd'hui, celle de la co-construction et des nouvelles modalités d'apprentissage conjoints, de synergies entre la pluralité des savoirs dans une logique de faire de la recherche autrement, notamment pour une réelle prise en compte d'autrui. Un changement profond s'opère-t-il ? Qu'est-ce qui nous y oblige ? A quels écueils méthodologiques ou de transformations nécessaires de nos postures devons-nous faire face ? Et quels nouveaux rapports à nos disciplines respectives, à l'évaluation de la recherche ? J'utiliserai dans cet exposé tour à tour diverses expériences de mes recherches en ethnoécologie qui pourraient être qualifiées d'extractives, puis de participatives, ma posture d'expert au sein du groupe de travail sur les savoirs locaux et autochtones et de l'évaluation globale de l'IPBES et aussi mes démarches de co-construction en cours ou d'autres exemples développés par d'autres chercheurs comme base de ma discussion.

L'engagement écologique et ses implications épistémiques : le « militant existentiel » comme nouvelle figure de la recherche scientifique et de la transmission du savoir écologique

Christian Arnsperger, Leila Chakroun, Sarah Koller, Mathilde Vandaele – Institut de géographie et durabilité, Géopolis, Université de Lausanne
leila.chakroun@unil.ch

Nous proposons une communication à quatre voix autour des différentes formes et expérimentations qui font jour dans nos engagements respectifs – simultanément épistémiques et militants. Nous partageons le constat d'un monde dans lequel chercheurs.euses en humanités environnementales et militant.e.s écologistes sont de plus en plus interdépendant.e.s, et partagent une vision congruente du diagnostic et de la radicalité des solutions. La frontière avec notre « objet » de recherche devient mouvante, et la manière dont nous en parlons et en rendons compte également. Il nous faut innover, ou du moins, expérimenter de nouvelles modalités de relation à nos interlocuteurs.rices et nos étudiant.e.s.

Nous concevons notre engagement comme une forme de *militantisme existentiel* – concept qui nous aide à prendre conscience des frontières qu'on contribue à déplacer par nos pratiques de recherche, d'enseignement et d'engagement citoyen. Nous étudions tou.te.s les quatre des acteurs.rices de la transition écologique. En plus de la matière qu'ils/elles nous offrent pour penser le monde d'aujourd'hui, nous reconnaissons que le temps que nous passons à les étudier, elles et eux le passent à rendre ou garder habitables les territoires que nous habitons également. Comment nous-mêmes incorporer leurs luttes pour mieux en rendre compte et les prrolonger à travers nos écrits et nos enseignements ? Autrement dit, comment devenir militant.e.s existentiel.le.s dans nos pratiques académiques ? Nous proposons de répondre à ces questionnements en partageant des expérimentations que nous avons développées dans nos pratiques.

Christian Arnsperger parlera de la manière dont il s'évertue à former des « militant.e.s existentiel.le.s » en proposant aux étudiant.e.s un arsenal théorique qui leur permette non seulement de saisir les soubassements anthropologiques du capitalisme et de la crise écologique qu'il provoque, mais qui les oblige ce faisant à réfléchir à leur propre implication existentielle.

Leila Chakroun témoignera de la proximité qu'elle entretient volontairement avec les acteurs.rices du milieu de la permaculture, qu'elle étudie. Cette proximité, tout autant heuristique que militante, lui a permis de les convoquer différemment dans ses écrits et l'a amené à faire partie des enseignant.e.s dans des formations pour permaculteurs.

Sarah Koller racontera comment, dans sa quête de compréhension des rouages profonds de la crise écologique, sa posture de militante existentielle lui permet de se relier à des acteurs.rices aux positions idéologiques très différentes des siennes, grâce à la reconnaissance d'un bagage existentiel commun.

Mathilde Vandaele abordera les liens entre ses propres questionnements existentiels et la définition de ses thématiques de recherche – liens qui l'ont conduite à travailler sur la notion d'espoir chez des étudiant.e.s engagé.e.s dans des études universitaires liées aux enjeux écologiques.

Ces différentes expérimentations d'autres manières d'enseigner et de faire de la recherche montrent la nécessité de repenser la responsabilité des chercheurs.euses en humanités environnementales face aux effondrements qui s'amorcent et d'instaurer, ainsi, une dynamique d'inspiration mutuelle avec les acteurs.rices qu'ils.elles étudient et desquelles émergent leurs concepts.

De l'intérêt de la socio-économie écologique pour aborder les changements globaux

Philippe Méral – UMR SENS - IRD, CIRAD, Université Paul-Valéry Montpellier 3
Philippe.meral@ird.fr

Arnauld Buchs – IEP Grenoble

Géraldine Froger – Enseignant-chercheur, Université Toulouse Jean Jaurès

Olivier Petit – Enseignant-chercheur, Université d'Artois
olivier.petit@univ-artois.fr

La prise en compte de la question environnementale dans le champ de l'économie a fait l'objet d'un long cheminement théorique et méthodologique depuis le début des années 1970. Durant toutes ces années, l'économie dite de l'environnement et des ressources naturelles s'est construite autour de l'idée que la raréfaction des ressources et les dommages écologiques sont liés à leur mauvaise prise en compte par le marché. L'apparition des changements environnementaux globaux, principalement le changement climatique dans les années 1990, a conduit à l'émergence d'une économie écologique soucieuse de faire évoluer la discipline économique dans une relation interdisciplinaire avec les sciences de la vie et de la terre et les autres sciences humaines et sociales. Cette économie écologique s'est institutionnalisée à l'échelle internationale et alimente les rapports, comme l'initiative TEEB (*The Economics of Ecosystems & Biodiversity* (http://teebweb.org/) par exemple, et autres mises en alerte sur les conséquences de ces changements globaux. Cependant, les méthodes et postures scientifiques adoptées ont surtout eu pour effet d'adresser des messages aux médias et aux décideurs publiques en privilégiant une approche centrée sur la valeur monétaire de la nature. Cette fonction de mise en alerte, si elle est toujours utile, est aujourd'hui clairement insuffisante. Elle l'est d'autant plus que l'accélération et l'amplitude des changements globaux conduisent à des évolutions notables sur le plan social, économique, politique et institutionnel. On assiste à la fois à une mobilisation de plus en plus forte des citoyens à travers des démarches proactives tant dans les usages alimentaires, énergétiques que dans les aménagements à l'échelle des territoires. Mais ces mutations induisent également des choix qui ne sont pas acceptés par tous, soit pour des raisons (géo)politiques liées au souhait de maintenir (ou de tendre vers) le mode de vie occidental, soit pour des raisons économiques liées à l'organisation des filières de production et de distribution, voire liées à un pouvoir d'achat limité et des préoccupations au quotidien qui relèguent l'environnement au second rang. Ainsi ces dynamiques socio-écologiques et politiques sont complexes, enchevêtrées et inscrites dans des univers controversés et des temporalités différenciées. Remettre ces enjeux de société au cœur de l'économie écologique est le programme qu'affichent les tenants d'une socio-économie écologique qui placent les questions de gouvernance et d'institutions au cœur de l'analyse.

Engagés dans cette réflexion qui nous semble essentielle, notamment au regard de l'expérience récente de la pandémie liée au coronavirus, nous proposons dans cette communication une approche réflexive et historique sur cette économie écologique en ayant un regard tant sur les aspects de formation académique que sur les perspectives de recherche. Elle se base sur notre expérience de chercheurs et d'enseignants-chercheurs, en France et à l'étranger et sur une synthèse de plusieurs de nos publications récentes dont le premier manuel d'économie écologique en langue française. Elle permet d'aborder les humanités environnementales sous l'angle spécifique de l'économie.

Etude sur les pratiques et les logiques d'action en matière de lutte anti-vectorielle. Premiers résultats d'une étude interdisciplinaire

Ghozlane Fleury-Bahi – EA Psychologie sociale, Université de Nantes
ghozlane.fleury-bahi@univ-nantes.fr

Daniel Bley – Anthropologie biologique, Ecologie Humaine, UMR Espace, Aix-Marseille Universités
daniel.bley@univ-amu.fr

Clara Galland – Santé Publique, ORS Pays de la Loire
clara.galland@orspaysdelaloire.com

Oscar Navarro – EA Psychologie sociale,, Université de Nantes

Dominique Pécaud – Socio-anthropologie, I.H.T., Université de Nantes
dominique.pecaud@univ-nantes.fr

Fréderic Simard – Entomologie médicale, IRD, UMR MIVEGEC
Frederic.simard@ird.fr

Anne Tallec – Santé Publique, ORS Pays de la Loire

Nicole Vernazza-Licht – UMR Anthropologie de la Santé, Université de Nice
Vernazza.nicole@gmail.com

L'objectif principal de cette recherche est de recueillir des informations concernant les croyances, logiques d'actions et pratiques en matière de lutte anti-vectorielle de la population générale et des professionnels de santé de la façade atlantique afin de contribuer à la prévention des risques entrainés par l'arrivée et l'implantation d'*Ædes albopictus,* vecteur potentiel de virus émergents provoquant des maladies chez l'homme (dengue, chikungunya, zika).

Deux études ont été menées auprès de professionnels de santé, ainsi que deux études auprès d'échantillons issus de la population générale. Pour chacune des deux populations, une étude qualitative (entretiens, monographies, retour d'expérience, observation de terrain) a été associée à une enquête quantitative par questionnaires. Les données ont été recueillies sur la façade atlantique dans les départements de Loire Atlantique et de Vendée.

Les premiers résultats permettent de dégager l'intérêt qu'il y a de situer les moustiques « physiques » et « imaginaires » au sein de vastes ensembles conversationnels nourris de rationalités diverses liées à des préoccupations personnelles, des pratiques de jardinage, des questions générales, morales et politiques à propos de la transformation de l'environnement, de la préservation de la Nature et de la responsabilité individuelle, de la prévention des risques. Ils font aussi ressortir la préoccupation pour les relations avec les insectes en général (sélection, préservation, destruction…) mais aussi avec les autres animaux sur fond de posture éthique de préservation, de prise de risque, avec le constat d'une diminution des nuisances dus aux moustiques, de la recrudescence des frelons asiatiques, de la hiérarchisation et de l'actualisation des dangers... Les résultats d'une analyse lexicographique mettent par ailleurs en lumière un discours organisé en 5 classes thématiques (information et communication, comportements de protection, exposition et impact sur la qualité de vie, environnement et équilibre de l'écosystème, risque vectoriel).

L'équithérapie : une introduction aux humanités environnementales

Hélène Houdayer – MCF au département de sociologie, LEIRIS (Laboratoire d'Etudes Interdisciplinaire sur le Réel et les Imaginaires Sociaux), Université Paul-Valéry Montpellier 3
Helene.houdayer@univ-montp3.fr

Le cheval est l'objet de projets que l'on retrouve aussi bien comme soutien médical que comme relai affectif. Il apaise les tensions et engendre des réactions qui permettent d'acquérir une connaissance de soi par la médiation de ses mouvements.

Nous pouvons recourir aux « intelligences contagieuses », ou encore à des formes « intelligence émotionnelle » mais aussi une « une contagion émotionnelle » qui nous invitent à considérer le transfert des émotions de l'homme vers les animaux, et réciproquement les bénéfices que les humains retirent au contact des animaux. Ces éléments soulèvent de nouveaux enjeux de formation dont nous nous proposons de discuter. Ils relèvent ainsi de la perspective introduite par les humanités environnementales : l'Autre non-humain qui nous relie par le soin.

Nous présenterons les assises théoriques en cours ainsi que quelques éléments recueillis issus des séances observées.

La pandémie d'obésité serait-elle le signe d'un effondrement civilisationnel ?

Anthony Tchekemian – Maître de conférences en Géographie et Aménagement du territoire, UMR Ecosystèmes Insulaires Océaniens, Département des Lettres, Langues et Sciences Humaines - Université de la Polynésie Française
anthony.tchekemian@upf.pf

Le questionnement sur l'effondrement des sociétés rattache de nombreux auteurs à la « philosophie de l'histoire », qui se veut une réflexion sur la vie et la mort des civilisations, dans la continuité de celles de Montesquieu et de Gibbon sur la supposée « décadence de l'Empire romain ». En effet, l'idée de décadence relève seulement d'une représentation sociale et idéologique. Ces croyances en la finitude et la caducité des sociétés humaines reviennent pourtant périodiquement et font écho, depuis quelques années, aux nouvelles préoccupations démographiques, économiques, sanitaires et environnementales. Ne traduiraient-elles pas, alors, de nouvelles formes d'angoisses civilisationnelles ?

La démarche collapsologique mobilise, via la thématique de l'effondrement, la notion de « civilisation », transversale à l'ensemble des sciences humaines et sociales. Ici, l'effondrement ne signifie pas, toutefois, la fin de la « civilisation », mais bien celle d'une civilisation fondée sur l'illusion d'une croissance économique exponentielle et sur le recours massif à l'énergie thermique. Déjà, en 1972, le rapport du « Club de Rome » intitulé « Halte à la croissance ? », s'était interrogé sur la pertinence d'un modèle de développement fondé sur l'idée d'une croissance infinie. L'effondrement désigne donc le processus à l'issue duquel les besoins et services de base des sociétés industrielles ne pourraient plus être fournis à un coût raisonnable, à la majorité de la population mondiale d'ici 2050.

Malgré sa présence dans l'espace publique et la sphère médiatique, l'idée d'effondrement semble parfois trop abstraite. Il est vrai que les chiffres sont moins évocateurs que les images et les histoires. Cette difficile prise de conscience invite à réfléchir à d'autres modes de communication permettant une mise en récit des transformations environnementales et de leurs conséquences sociales, économiques et politiques. Se pose en outre la question du caractère inhibant des émotions négatives. La réponse ne peut se faire qu'à une échelle globale et sur plusieurs générations, au sein des sociétés industrielles modernes. C'est alors qu'apparaît la question de la transcendance. Après la consumation et l'accumulation, « l'amour de l'autonomie » pourrait être au centre d'une nouvelle gestion de l'excédent. Toutefois, s'intéresser à la collapsologie ne revient pas à adhérer aux discours catastrophistes. Son approche est mobilisée afin de relier les différentes thématiques : inégalités sociales, surconsommation de biens ; épuisement des ressources ; développement de l'agro-industrie et son impact environnemental ; celui de l'alimentation manufacturée et des épidémies et pandémies. Ces phénomènes contribuent parfois à la baisse de l'espérance de vie dans les sociétés industrielles ou post-industrielles, ce qui ne va pas sans paradoxe.

L'obésité croise de fait des problématiques sanitaires et économiques. L'un des facteurs mis en cause dans la pandémie actuelle d'obésité est la consommation généralisée de nourriture manufacturée ; développés par une industrie agroalimentaire peu soucieuse de la santé publique et de l'environnement. Paradoxalement, on constate un renversement dans les représentations sociales du corps. Or, la discipline du corps s'inscrit dans un processus global de domestication de l'humain, par l'humain, par les pouvoirs en place, par la société industrielle, occidentale puis mondialisée. Le faisceau de facteurs culturels, économiques et sanitaires mis en avant pour expliquer cette pandémie pourrait amener à se demander si l'obésité ne serait pas l'un des symptômes de l'effondrement de la société industrielle.

Définir le patrimoine naturel : un rôle stratégique des humanités environnementales en conservation

Frédéric Ducarme – Chercheur associé au Cesco, Muséum National d'Histoire Naturelle, Paris
Frederic.Ducarme@gmail.com

La notion de « patrimoine naturel » apparaît centrale dans les objectifs de conservation de la nature, aussi bien en France (elle est présente dans la description de la plupart des mesures de protection de la nature) qu'à l'international, que ce soit dans les institutions onusiennes (UNESCO) que du côté des ONG (IUCN). Ouvertement calquée sur la préservation du patrimoine historique et culturel qui la précède chronologiquement, cette notion implique la valorisation particulière de certaines entités, vivantes, inertes ou mixtes, justifiant leur protection.

La désignation de ce patrimoine représente donc un enjeu politique majeur, que les écologues ne peuvent que partiellement affronter, car s'il existe quelques critères biologiques mettant en valeur certaines entités, l'essentiel de ces critères demeurent culturels.

Cet apport des humanités environnementales ne peut cependant s'apparenter à un relevé ethnographique, mais doit tenir compte de plusieurs éléments complexes :

- L'importance culturelle des entités dans la culture locale
- L'importance culturelle des entités pour des cultures allopatriques
- Les réseaux d'interactions écologiques soutenant la permanence de ces entités
- La durabilité des systèmes agricoles et des socio-écosystèmes locaux
- L'intérêt biologique ou scientifique des entités concernées

Cette présentation s'appuiera sur des exemples concrets issus de différents terrains, notamment au Vanuatu.

L'éclairage des humanités environnementales sur les politiques de compensation écologique

Coralie Calvet – Centre d'Écologie Fonctionnelle et Évolutive, Université Paul-Valéry Montpellier 3
calvetcoralie@gmail.com

Les politiques de compensation écologique occupent une place de plus en plus importante dans les pratiques de conservation de la biodiversité, au détriment parfois d'autres approches de conservation. Malgré leur important déploiement à l'échelle internationale, les travaux académiques soulignent les difficultés, voire l'incapacité, de ces politiques à atteindre leur objectif de « non perte nette de biodiversité » encore connu sous le terme de *No Net Loss* (NNL).

La dimension *politique* de tels résultats d'inefficacité, explorée au travers de ses fondements idéologiques et des rapports de force en jeu, reste toutefois peu étudiée. Pourtant, la manifestation d'interrogations ou de désaccords exprimés par la société civile et des scientifiques à l'égard des politiques de NNL, pose explicitement la question de la légitimité de celles-ci.

Les *humanités environnementales* offrent un cadre de pensée pluridisciplinaire particulièrement fécond pour explorer les rapports de force entre les organisations citoyennes et collectives, et les politiques centralisées en jeu dans les politiques de NNL. Dans cette perspective, je ferai dialoguer les cadres d'analyse de l'économie politique avec les travaux menés en écologie politique.

Dans cet exposé, j'apporterai un nouvel éclairage sur les politiques de NNL de deux manières. Premièrement, en montrant comment l'analyse des fondements politiques permet de révéler les valeurs et les idéologies portées par les politiques de NNL, ainsi que leurs impacts sur la *façon de pratiquer* la conservation de la biodiversité.

Je croiserai pour cela des analyses fines des dynamiques institutionnelles des politiques de NNL avec les récents travaux menés en histoire des sciences appliqués à cet objet d'étude. Cette analyse me permettra de retracer, à la fois dans l'espace et dans le temps, les trajectoires, les organisations, ainsi que le contexte socio-politique au sein duquel les politiques de NNL ont émergé. Ces résultats me permettront ensuite d'évaluer l'impacts de ces fondements sur les pratiques de la conservation.

Dans un second temps, je montrerai comment la société civile s'empare de ces problématiques et montre son désaccord sous la forme d'engagements individuels ou collectifs. Je m'appuierai par exemple sur la base de données régionale d'Occitanie qui recense plus de 400 cas de contentieux en lien avec des projets d'aménagement.

Cette enquête permettra de conclure qu'au lieu de transformer les rapports entre les humains et la nature, les politiques de compensation ne font que réaffirmer un modèle néo-libéral de gouvernement de la nature auquel les citoyens ne semblent plus adhérer.

Renforcer le débat public pour converger vers des changements de paradigme sur l'environnement

Dominique Hervé – UMR SENS - IRD, CIRAD, Université Paul-Valéry Montpellier 3
Dominique.hervé@ird.fr

Pour affronter les crises environnementales d'aujourd'hui et de demain, la recherche scientifique doit regagner une légitimité et une reconnaissance dans les débats actuels sur la nécessaire transformation de nos modes de vie. Dans ces débats publics, les connaissances scientifiques se confrontent à des connaissances non scientifiques et des opinions de citoyens. Les problèmes complexes mis en débat ne peuvent être résolus par une seule discipline ; des constructions interdisciplinaires s'imposent. Ces questions complexes (changement climatique, pandémies, perte de biodiversité), touchent de plus en plus directement les citoyens qui doivent être associés à ces débats, qu'ils soient non-scientifiques, professionnels, responsables politiques, ou représentants de la société civile directement impliqués dans l'action. Ce dialogue science-société est réclamé mais peu pratiqué car on ne sait pas en général comment l'engager, ni le valoriser.

Dans le cas du Covid, le besoin de réfléchir s'est imposé en dehors des modes, des passions et des anathèmes sur notre vécu de scientifiques confrontés à la décision publique. Cette décision publique était lourde de conséquences car sanctionnée par une mortalité journalière en service hospitalier et des conséquences économiques en termes d'emplois et de PIB, mais son impact dépendait de l'agrégation massive de comportements individuels. Sur ce sujet d'actualité, comme sur de plus en plus de sujets qui touchent à notre avenir, la demande de débats publics s'accroît.

Le débat scientifique et la pratique du raisonnement scientifique peuvent apporter au débat public une dose de raison au milieu des affects et un certain nombre de garanties sur la construction de la vérité et la distinction entre opinion et argument. Dans le cadre des débats à distance que nous imposent les circonstances, le débat numérique permet de s'affranchir du lieu, du temps et du nombre de participants, tout en gardant une trace des échanges et de la conclusion du débat. En offrant la garantie d'une gestion éthique et du respect d'une déontologie, il permet aux intervenants de s'exprimer librement sur les propos des autres, à l'abris des entreprises de désinformation du Net, et de confronter des arguments fondés. Le débat numérique a fait l'objet de recherches depuis une vingtaine d'années et l'argumentation numérique est en cours de formalisation, ce qui permet d'envisager des restitutions plus riches que des cartes de mots clés et réutilisables pour des débats ultérieurs.

Enseigner la profondeur ontologique de la transition agroécologique

Aurélie Javelle – Institut Agro, UMR Innovation, Montpellier
aurelie.javelle@supagro.fr

Des travaux portant sur la transition agroécologique soulignent le besoin de changer de paradigme pour appréhender et gérer les interactions entre l'environnement et la production de manière plus créative que par une simple substitution. Les travaux portent fréquemment sur une entrée sociotechnique.

Un travail ethnologique auprès de maraîchers en Agriculture Biologique du sud de la France m'a permis d'observer les processus qu'ils doivent vivre pour se mettre dans une posture de co-énonciation avec les éléments de nature participant aux processus de production. Les observations montrent, chez certains maraîchers, une porosité aux comportements des éléments de nature. Néanmoins, cela demande aux humains un réel effort pour prendre de la distance d'avec les cadres cognitifs, sensoriels, émotionnels qui les façonnent. Un cheminement construit au fil des vécus avec l'environnement est expérimenté par les maraîchers afin de pouvoir ouvrir des brèches dans des planifications finement ciselées. Le travail de terrain souligne la dimension intime et personnelle des questionnements et des transformations, les difficultés auxquelles ils se confrontent, mais aussi l'importance du processus pour co-construire avec l'environnement. Cela les engage dans un renouvellement des statuts qu'ils accordent aux éléments de nature ainsi que les relations qu'ils entretiennent avec eux.

La transformation ontologique vécue par les maraîchers est un résultat du processus de production. Ce résultat n'est ni quantifiable, ni mesurable, ni valorisable. Son incommensurabilité ne diminue pas pour autant la valeur du processus à l'œuvre, au vu des impacts que nos rapports au monde ont sur les pratiques et sur l'aménagement des systèmes agri-alimentaires.

Pour pallier aux difficultés perçues sur le terrain quant aux exigences des transformations personnelles, ainsi qu'à la difficulté d'appréhender un processus intime et intangible, il est nécessaire de permettre aux futurs travailleurs de la nature de s'emparer de moyens de se recosmiser. Les humanités environnementales doivent les accompagner vers une approche sensible, sensorielle, émotionnelles de l'environnement afin d'autoriser d'autres points de vue que par les seules entrées rationnelles et quantifiables. Il est nécessaire que les enseignements se fondent sur un apprentissage écosomatique pour développer une vision unifiée du monde. Je présenterai un projet pédagogique en construction qui permettra de réunir ces différentes entrées autour des enjeux agroécologiques des sols dans l'enseignement supérieur agronomique.

Le Parlement des Organismes, ou l'art comme terrain de transition démocratique

Eliane Beaufils – EA Scènes du Monde, Université Paris 8
eliane.beaufils03@univ-paris8.fr

Cette contribution aimerait éclairer la manière dont un dispositif théâtral participatif peut constituer une école de la transition. Il s'inspire de concepts-clés développés par les philosophes environementales Donna Haraway et Maria Puig de la Bellacasa : la *response-ability*, la sympoïèse, la différence entre *matters of fact, matters of concern* et *matters of care*. De fait, le parlement des organismes prend effet sur des terrains qui peuvent être considérés comme féraux ou ruinés par le capitalisme (Tsing), et il requiert la participation des spectateurs.

La communication pose l'hypothèse que les arts peuvent constituer un laboratoire comportemental qui ne s'appuie pas seulement sur les concepts et des expériences de pensée mais qu'ils peuvent imaginer des prolongements pratiques des théories et les mettre à l'épreuve matériellement. La pratique artistique pourrait ainsi constituer une forme d'expérience préludant à d'autres pratiques politiques. Le parlement des organismes pourrait en l'occurrence préparer l'intégration des plantes et animaux dans les systèmes de gestion urbains, voire dans le fonctionnement des démocraties occidentales.

Le projet pose la question de savoir à ce propos en quoi l'art pourrait être constituer une école privilégiée de la transition. D'habitude on part de l'idée que les « capacités de réponse » des spectateurs en arts sont paradoxalement d'autant plus libres que les réponses n'ont pas de portée pratique immédiate. Or dans le cas présent, le dispositif a une finalité pratique, la gestion d'une friche urbaine. Il convient donc d'analyser les opportunités spécifiques offertes par le jeu par rapport à d'autres expériences sociales ou associatives.

Les humanités environnementales comme cadre de réflexion pour explorer les dimensions sensibles de notre relation à l'environnement

François Bousquet, Jean-Christophe Castella, Stéphanie Carrière, Miriam Cué, Frédérique Jankowski, Geneviève Michon – UMR SENS - IRD, CIRAD, Université Paul-Valéry Montpellier
francois.bousquet@cirad.fr, j.castella@ird.fr, stephanie.carriere@ird.fr, miriam.cue@ird.fr, frederique.jankowski@cirad.fr, genevieve.michon@ird.fr

Alors que les crises environnementales impactent tous les aspects de notre existence, une large part de notre société se détourne des connaissances scientifiques, et peine à se saisir des enjeux environnementaux qu'ils perçoivent comme étant déconnectés de leur propre expérience. Ce sont autant d'obstacles qui limitent l'engagement individuel, le passage à l'action collective et, au-delà, la portée transformatrice des approches scientifiques, qui restent éminemment cognitivistes. Par ailleurs, la recherche de solutions « externes » (i.e. technologiques, politiques, économiques) néglige souvent le potentiel de transformation « interne » des individus (i.e. leur propre cheminement intérieur, leur parcours de vie), ce qui peut annihiler une relation d'ordre sensible entre les humains et leur environnement.

Nous partons du postulat que la prise en compte de la dimension sensible est essentielle à une meilleure compréhension des problèmes socio-environnementaux, ainsi qu'à la définition et à l'actualisation des trajectoires de développement durables. Cela parce qu'elle contribue à raviver la connexion entre les humains et leur milieu, fortement érodée dans le cadre de la crise écologique actuelle. En effet, l'humain est un être sensible en prise avec son environnement selon, entre autres, des modalités sensorielles, émotionnelles et affectives. A travers diverses expériences et approches associant démarche scientifique et 'médias sensibles' (ex. dessin, théâtre, photo, vidéo, méditation), nous présentons des cadres peu mobilisés, susceptibles d'accompagner des dynamiques transformatrices de notre relation à l'environnement. Ces approches transgressent les frontières méthodologiques et scientifiques imposées par les champs disciplinaires traditionnels pour placer la relation sensible au monde comme point de départ de la démarche scientifique.

Nous explorons la manière dont les humanités environnementales pourraient dès lors offrir un cadre de réflexion sur les dimensions sensibles de nos relations à l'environnement. La mise en perspective des dynamiques enclenchées via les différents « médias sensibles » éclaire les enjeux en termes de production de connaissances. Ceux-ci sont complétés par les enseignements tirés de nos propres expériences de recherche-action, en termes de production et de mise en débat de savoirs actionnables. Nous verrons, enfin, en quoi les dimensions sensibles se posent comme un ultime recours pour le chercheur afin de mieux comprendre les processus de changement et de contribuer, par la démarche scientifique, à enclencher une profonde transformation socio- environnementale.

Session 3 – Humanités environnementales et transformations du « gouvernement de la nature »

(Re)penser le droit à une alimentation saine en Europe

Elisabeth Lambert – UMR SAGE (UNISTRA), Fellow de l'USIAS, MISHA, Strasbourg
e.lambert@unistra.fr

L'alimentation saine en Europe a été traitée par les juristes quasi-exclusivement selon la perspective sanitaire de la protection des consommateurs et du droit à l'information sur la qualité nutritionnelle des aliments, et moins sous l'angle d'un droit fondamental étant donné son rattachement traditionnel et, à notre sens, trop restrictif aux droits économiques et sociaux. Cette proposition se veut en rupture avec cette approche limitée faisant du droit à une alimentation saine, au mieux, une simple composante du droit à la santé, au pire un intérêt ne méritant pas de franchir le cap des droits subjectifs fondamentaux.

Cette présentation mobilise la doctrine juridique et philosophique (courant du bio-centrisme) ainsi que les sciences environnementales et adopte une *Human-rights-based approach*, considérant que l'intérêt légitime à protéger est suffisamment sérieux pour mériter d'être qualifié de droit subjectif fondamental. D'un point de vue méthodologique, cette étude s'inscrit dans une démarche traditionnelle en droit d'analyse documentaire des textes existants, des normes élaborées dans les enceintes supra-nationales et de la jurisprudence. Elle s'appuie sur une étude de droit comparé des législations et constitutions répertoriées sur le site de la FAO et s'enrichit de réflexions précédentes sur les développements contemporains relatifs au droit à un environnement sain. Cette recherche entend décloisonner les secteurs du droit des consommateurs, des droits fondamentaux et de la protection environnementale (y compris les droits des paysans à l'accès aux terres).

Cette proposition, se fondant sur une analyse en droit comparé de l'émergence des normes autour de l'accès à une alimentation saine, démontre combien l'approche européenne diffère par sa perspective anthropocentrée d'une part, fragmentée et parcellaire d'autre part. L'autrice défend l'idée que le droit à une alimentation saine, sur le modèle du droit à un environnement sain, est un droit autonome en émergence qui comporte une dimension tant individuelle que collective, et doit être comprise selon la logique *one-health* en réconciliant droits humains et écologie, en considération également du droit des générations futures à pouvoir produire et s'alimenter de façon saine. Cette nouvelle approche suppose un changement de paradigme en pensant ces normes en termes de droits individuels mais aussi collectifs avec une dimension de justice intergénérationnelle, sans omettre les devoirs imputables aux acteurs étatiques et non-étatiques. En cela, le droit européen devrait s'inspirer de développements déjà ancrés, au moins en théorie, sur d'autres continents, tels que l'Amérique Latine.

Corridors de consommation durable de viande en Europe : un regard critique au prisme des humanités environnementales

Miriam Cué, Jean-Christophe Castella, Geneviève Michon – UMR SENS - IRD, CIRAD, Université Paul-Valéry Montpellier 3
miriam.cue@ird.fr, j.castella@ird.fr, genevieve.michon@ird.fr

Le concept de « corridors de consommation durable » a émergé récemment comme une alternative de gouvernance pour maintenir la consommation des ressources en deçà des limites planétaires. En complément à d'autres modèles de gouvernance de la durabilité (ex. *Planetary boundaries)*, les corridors se concentrent sur la consommation, soulignant que, dans un monde aux ressources limitées, il est impératif d'encadrer l'un des principaux moteurs de la crise écologique et climatique. Les corridors illustrent l'espace entre un seul minimal et un seul maximal de consommation. Ce dernier est imposé par les limites planétaires, caractérisées à l'aide de modèles environnementaux. Le seuil minimal relève d'un processus de consultation participative, et représente ce que les acteurs concernés considèrent comme étant le niveau de consommation minimal pour assurer leur bien-être. Un corridor de consommation intègre donc un certain niveau d'acceptabilité sociale et, par conséquent, est réputé comme étant facilement traduisible dans des politiques publiques.

Cette communication décrit la démarche méthodologique utilisée pour appliquer ce concept au cas de la surconsommation de viande en Europe. Cette démarche, conçue dans le cadre des sciences de la durabilité, commence par l'identification des principaux enjeux et domaines scientifiques qu'il est nécessaire de mobiliser pour avoir une vision holistique d'un sujet complexe dont les différentes dimensions (éthiques, sociales, économiques, environnementales) sont souvent traitées de manière isolée. La démarche intègre un dialogue entre tenants de la modélisation environnementale et représentants des sciences sociales. Les premiers définissent les limites supérieures du corridor en termes de disponibilités en ressources naturelles. Les deuxièmes explorent les facteurs d'adoption de régimes alimentaires moins riches en viande. L'accent est ici porté sur la co-production de connaissances avec les acteurs (i.e. producteurs, consommateurs, défenseurs de la cause animale et de l'environnement), engagés aux côtés de chercheurs dans un processus de recherche-action.

Ensuite, notre démarche de construction méthodologique est soumise au prisme des humanités environnementales afin d'être enrichie et d'éviter les pièges le plus souvent mises en avant par cette littérature. Comment s'assurer que les humanités ne sont pas instrumentalisées au service de la modélisation environnementale ? Comment sortir du cadrage réservé aux sciences sociales par « l'acceptabilité sociale » des propositions dites « plus scientifiques » ? Comment faire une véritable place aux narratives et contre-narratives des différents acteurs dans un sujet aussi clivant que la consommation de viande ? Et comment aller au-delà d'un concept de viande comme objet extérieur dénué de toute agentivité ?

Alimentation et modèles alternatifs de société : achat et consommation de produits alimentaires au village Emmaüs Lescar-Pau

Sophie Molia – UMR ASTRE, CIRAD, Institut Claude Laugénie, Pau
sophie.molia@cirad.fr

Gaëlle Deletraz – UMR TREE, UPPA, Institut Claude Laugénie, Pau
gaelle.deletraz@univ-pau.fr

Julien Mattern – UMR TREE, UPPA, Institut Claude Laugénie, Pau
julien.mattern@univ-pau.fr

Le village Emmaüs Lescar-Pau s'emploie à construire depuis près de quarante ans un modèle alternatif de société basé sur la solidarité, l'accueil inconditionnel, l'autonomie par l'activité et le développement durable. Fort de sa communauté et de son ancrage partenarial dans le Sud-ouest de la France, il est devenu un acteur économique inédit et conduit de multiples activités : recyclerie, bric-à-brac, alimentation, culture, éducation et sensibilisation. En matière d'agroalimentaire, il héberge une ferme de plus de 4 hectares produisant -selon les principes de l'agroécologie- des denrées utilisées dans son réfectoire et vendues dans ses restaurant, crêperie et épicerie. Il commercialise par ailleurs des produits d'agriculteurs locaux et organise un marché fermier tous les samedis.

Si la production et la vente d'aliments font partie intégrante du projet d'émancipation et de dignité des fondateurs du village Emmaüs Lescar-Pau, la question se pose cependant de ce qu'elles représentent pour les 800 000 personnes venant chaque année au village. Cette étude sociologique vise donc dans un premier temps à apporter un éclairage sur la part que prend cette offre agroalimentaire dans les motivations de la venue de clients et visiteurs au village Emmaüs Lescar-Pau. Dans un deuxième temps, elle cherche à identifier les raisons qui font que les clients et visiteurs choisissent d'acheter ou de consommer sur place les denrées alimentaires produites et commercialisées au village. Elle s'appuie pour cela sur un corpus de littérature relevant de la sociologie de l'alimentation et de la consommation, de l'anthropologie alimentaire et de l'économie du marketing. En s'intéressant à des concepts tels que l'alimentation durable, les circuits courts ou le locavorisme, elle cherche à comprendre les différents déterminants (prix, goût, label, origine…) des achats alimentaires et à identifier de potentiels profils parmi les clients du village Emmaüs Lescar-Pau.

La collecte des données s'est d'abord faite au travers d'un questionnaire en ligne sous Sphinx accessible entre mars et mai 2021 par un lien publié sur le site Facebook du village Emmaüs-Lescar et par un QR code affiché dans différents bâtiments du village. Durant juin et juillet 2021 seront conduits trois journées d'observation participante à l'épicerie et dix entretiens semi-directifs avec des personnes volontaires. Cette étude espère ainsi mettre en lumière les pratiques et les aspirations alimentaires dans la population fréquentant un modèle sociétal alternatif, le village Emmaüs Lescar-Pau, dont l'activité n'a cessé de se développer au fil des crises économiques et sanitaires des vingt dernières années.

La pratique des *chjame-operate* en Corse : une activation des solidarités traditionnelles qui réinstaure des « communs » en milieu rural

Hélène Melin – MCF en sociologie et anthropologie, Laboratoire Clersé, Université de Lille
helene.melin@univ-lille.fr

Muriel Poli – MCF en ethnolinguistique, Laboratoire LISA, Université de Corse
poli_m@univ-corse.fr

Nous proposons de reprendre l'interrogation selon laquelle « les humanités environnementales permettent d'analyser plus finement les multiples hybridations à l'œuvre » dans la gestion et les usages des milieux naturels, sauvages ou anthropisés. Il s'agit de nous focaliser sur un cas d'étude, la microrégion de Balagne, dans le nord-ouest de la Corse, afin d'observer le retour de pratiques solidaires autour de l'entretien et de l'aménagement d'espaces « naturels » et culturels situés à proximité des lieux de vie. En effet, notre recherche pluridisciplinaire, menée dans le cadre de l'OHM Littoral Méditerranéen puis de la Fondation de France, entre 2014 et 2018, a fait apparaître une mobilisation sociale forte depuis quelques années, autour des sentiers ruraux et des espaces autrefois cultivés (jardins, parcelles agricoles et pastorales). De la même façon, des pratiques naturalistes, médicinales et de cueillette réapparaissent autour d'une nature férale, résultant à la fois de l'abandon des pratiques jardinières et agricoles et de l'hybridation avec une flore locale sauvage qui reprend « sa place ». En parallèle, nous avons observé un réinvestissement de la part de la population locale, de lieux en péri-urbanité, tel que le petit patrimoine bâti traditionnel (Espaces domestiques (Lavoirs, fontaines), espaces de circulation (murets bordant les chemin), aires de battage, chapelles…).

Concrètement, autour de ces espaces emblématiques de l'histoire locale et d'un certain mode de vie, des associations environnementales et culturelles, mais aussi des habitants isolés, se retrouvent pour réactiver des *chjame – operate*, jadis très importantes pour la cohésion et le bon fonctionnement des communautés rurales. Il s'agit traditionnellement d'entretenir collectivement et bénévolement le patrimoine naturel et/ou architectural, lorsqu'il a été dégradé suite à un accident d'origine naturelle ou humaine ; ou simplement de participer à une activité agricole d'ampleur. Ces activités ont profondément évolué et aujourd'hui elles semblent s'adapter au contexte social et environnemental pour réenclencher de la solidarité autour des lieux de vie. Cela se traduit sur le terrain par des campagnes d'arrachage de griffes de sorcières (plante invasive en bord de mer), par le débroussaillage de parcelles jardinées, l'entretien de sentiers, ou la restauration de patrimoine bâti, dans une optique de transition écologique et sociale.

L'analyse de ces actions entre parfaitement dans le champ des humanités environnementales. En effet, ces pratiques de solidarités locales initiées par des habitants réactivent une tradition de « communs » comme espaces à disposition de la communauté et lui bénéficiant de façon non privative. Cela vient remettre en question une gestion uniquement institutionnelle ou relevant de la propriété privée, d'espaces de nature quotidienne qui apparaissent comme une composante de la vie locale, un élément à part entière d'une communauté d'humains et de non-humains en interactions, les concernant tous et donc pour lesquels tous doivent agir et être impliqués. Il nous parait en ce sens intéressant d'aller regarder comment se déroulent les interactions entre initiatives sociales et actions politiques, afin de comprendre dans quelle mesure l'implication habitante, reposant sur l'attachement aux lieux et aux espèces, est ou non prise en compte dans les processus d'aménagement et de développement. Nous faisons ici l'hypothèse que les dimensions « sensibles » et affectives des relations à la nature et à la culture, qui s'incarnent dans l'investissement local auprès des espaces naturels familiers, sont une composante indispensable pour penser et agir de façon durable sur les territoires. Les politiques publiques, qui mènent encore le plus souvent leurs actions de façon déconnectée des acteurs sociaux, se doivent aujourd'hui d'intégrer cette dimension de l'attachement et du concernement habitant, pour reconfigurer les préconisations nationales et internationales à partir des réalités locales et des appartenances situées à la terre/Terre.

Parc arboré et mutations sociales en pays Sereer (Sénégal) : vers une nouvelle gouvernance ?

Jean Etienne Bidou – LAM (Les Afriques dans le Monde)
jean-etienne.bidou@wanadoo.fr

Isabelle Droy – IRD, UMI Résiliences
isabelle.droy@ird.fr

Philippe Lavigne Delville – UMR SENS - IRD, CIRAD, Université Paul-Valéry Montpellier 3
philippe.lavignedelville@ird.fr

En zone sahélienne et soudanienne, les parcs arborés sont l'archétype des paysages agricoles. Les arbres sont sélectionnés, épargnés, entretenus après les défrichements pour les multiples services qu'ils rendent aux populations. Ainsi, *Faidherbia albida* qui constitue l'essentiel du parc arboré sereer est un arbre fertilitaire dont la feuillaison en saison sèche permet aussi de nourrir le bétail. Jamais plantés, ils constituent la marque de l'alliance avec les génies des lieux. En pays sereer comme ailleurs en Afrique, *le parc à Faidherbia albida* est une construction délibérée d'un paysage utile : il se densifiait au long des cycles de culture, en régénération naturelle. Mais, alors que l'agroforesterie est présentée comme une solution agro-écologique pour l'intensification agricole, de nombreux parcs sont en crise en Afrique de l'ouest.

Archétype des systèmes agraires intensifs en Afrique sahélo-soudanienne, le parc à *Faidherbia* du pays sereer a connu lui aussi une longue crise dont les causes sont complexes. Avec la croissance démographique, la pression foncière et l'extension des cultures, les jachères qui permettaient la croissance des jeunes plants, ont disparu. La mécanisation agricole liée à la culture de l'arachide limite la régénération du couvert ligneux. Les transformations sociales, notamment familiales et foncières, mais aussi les conversions religieuses, bouleversent les règles de gestion des parcs. Enfin, la sécheresse des années 1970 et 80 a déclenché et amplifié la crise. Les politiques publiques en matière forestière ont rarement été efficaces et les pratiques des agents des Eaux et Forêts se sont souvent, par le passé, aliéné les populations paysannes.

Alors que de nombreux projets d'appui à la régénération naturelle assistée interviennent dans la zone, le parc agroforestier sereer est dans une situation paradoxale. Avec de grandes variations locales, il est aujourd'hui constitué d'arbres épars, âgés, très fortement émondés ; le retour des pluies favorise les jeunes repousses ; les paysans reconnaissent que le *Faidherbia* est très utile mais ne semblent pas prendre de mesures de préservation des jeunes repousses. Des solutions techniques existent depuis longtemps, pour favoriser la régénération naturelle ou planter. Mais aller à contre-courant de la dégradation des parcs par de seules innovations techniques semble voué à l'échec.

A partir des premiers résultats d'un projet de recherche interdisciplinaire visant à promouvoir une intensification agro-écologique des parcs agroforestiers, cette communication explorera les mutations du parc à *Faidherbia albida* dans des espaces ruraux très denses, fortement connectés à l'extérieur, où l'agriculture n'est plus qu'un élément des économies familiales. Elle interrogera les rôles et la place de l'arbre dans ces nouveaux contextes et les conditions socio-économiques et institutionnelles d'un renouveau du parc : de nouvelles règles de gouvernance parcs agroforestiers sont-elles nécessaires pour encourager un renouveau ? Si oui, comment favoriser leur émergence ?

Biocultural Community Protocols, Indigenous Peoples and Local Communities: the Making of Biodiversity Stewards

Fabien Girard – Université de Grenoble
fabien.girard@univ-grenoble-alpes.fr

Ingrid Hall – Université de Montréal
ingrid.hall@umontreal.ca

Christine Frison – Université catholique de Louvain
christine@qalpit.com

In recent years, much effort has been made to document and appraise the role of indigenous peoples and local communities (IPLCs) in shaping the ecologies and resources of vast regions of the world. These changes have decisively contributed towards recognising IPLCs as major actors in the conservation of biodiversity. This immediately begs the question of how to maintain IPLCs' ways of life and how to protect their "stewardship" role. For about a decade now, Biocultural Community Protocols (BCPs) or Community Protocols (CPs) have been seen as a powerful way of tackling this immense challenge. BCPs emphasise a community's customary laws, its cultural heritage, world views and way of life, while at the same time making visible and explicit the local norms to be followed for securing free, prior and informed consent (FPIC) and establishing mutually agreed terms (MAT) under access and benefit sharing obligations deriving from the Convention on Biological Diversity and its Nagoya Protocol. Hence, BCPs/CPs have been heralded as tools enabling substantive equality (e.g., through equitable benefit-sharing) and procedural fairness (e.g., through norms allowing culturally sensitive negotiations) in respect of access to resources and associated traditional knowledge (TK) within and outside communities. BCPs/CPs are also considered to be useful instruments for harnessing the potential of IPLCs in biodiversity conservation. While appeal to a "stewardship ethics" and reference to "biocultural diversity" are clear moves aimed at reclaiming sovereignty on natural resources, self-government and protection of cultural identity for IPLCs, BCPs also raise a number of issues (e.g., reification of communities, instrumentalization of tradition) that echo previous discussions on community-based natural resources management and people-centered conservation approaches.

This paper offers a presentation of the scope of the book in preparation, placing it within the broader research project where it belongs (The project is named BIOCULTURALIS "Biocultural Community Protocols: Biocultural Heritage, Justice and Legal Pluralism". Its project initiator is Fabien Girard and it is funded by the French Research Agency ANR (grant n° ANR-18-CE03-0003-01).

Embarquer les pratiquants de loisirs dans la gestion des plantes aquatiques invasives : une innovation territoriale ?

Jeoffrey Dehez – INRAE Nouvelle Aquitaine Bordeaux, Unité « Environnement Territoires et Infrastructures »
jeoffrey.dehez@inrae.fr

Dans la gestion des invasions biologiques, l'idée d'une gouvernance à caractère plus participatif fait progressivement son chemin, en particulier vis à vis des pratiquants de loisirs. Ces individus sont en effet souvent familiers des lieux et des espèces concernées, et disposent de ressources non négligeables pour les gestionnaires qui fonctionnent aujourd'hui dans des contextes de plus en plus contraints. Une telle ouverture apparaîtrait d'autant plus légitime que ces usagers ne seraient pas totalement étrangers à la progression des invasions dont ils souffrent par la suite.

C'est le cas des lacs rétro littoraux du Sud-Ouest de la France, où des chantiers participatifs ont été lancés depuis plusieurs années, pour tenter d'enrayer le développement de plusieurs plantes aquatiques invasives. Rompant *a priori* avec la représentation traditionnelle d'une gestion réservée aux « professionnels de la profession », nous proposons de discuter du caractère innovant de ces expérimentations.

Pour cela, nous développons une approche originale, inspirée de l'économie des services, associée à une conception relationnelle de l'espace. Cette approche s'appuie sur une stratégie empirique inédite qui croise une double entrée, par les individus et par les organisations, avec des méthodes quantitatives et qualitatives.

Plusieurs résultats importants se dégagent :

Tout d'abord, nous montrons que, s'il doit y avoir innovations, celles-ci sont principalement d'ordre incrémental. La première contribution des usagers réside dans la fourniture de compétences opérationnelles et relationnelles, mais peu (voire pas) créatrices.

Nous montrons également comment ces innovations tirent profit d'un contexte institutionnel « flottant », où l'absence de repères clairs sur les plantes est compensée par des références sur les supports et les milieux, mais aussi par des repères tacites. Dans ces conditions, les plantes invasives apparaissent comme une catégorie « souple », où le « vivre avec » prend souvent le pas sur l'objectif de l'éradication.

Enfin, les pratiques récréatives dessinent un rapport singulier au milieu naturel qui façonne un peu plus les contours de cette innovation, et notamment sa dimension territoriale. Elles favorisent une certaine spécialisation des tâches, ainsi que des participations très ciblées qui peuvent entrainer des conflits d'usages, lesquels limitent *de facto* les possibilités de collaborations inter-sites.

Agora de l'Aménagement des Territoires Résilients (AATRE) - Pour une co-construction durable des projets d'aménagement du littoral d'Occitanie avec les citoyen.ne.s

Norélia Voiseux - Ingénieur de recherche, LAGAM Laboratoire de Géographie et d'Aménagement de Montpellier, Université Paul-Valéry Montpellier 3
norelia.voiseux@univ-montp3.fr

Sylvain Pioch – MCF HDR, Directeur du projet, LAGAM, Université Paul-Valéry Montpellier 3
sylvain.pioch@univ-montp3.fr

Maëlle Banton - Ingénieure d'étude, coordinatrice, LAGAM, Université Paul-Valéry Montpellier 3
maelle.banton@univ-montp3.fr

Les littoraux sont de plus en plus exposés à des vulnérabilités sur le plan écologique et climatique, ainsi qu'à de fortes pressions thalassotropiques avec tous les impacts négatifs que cela implique sur l'environnement et la qualité de vie des habitants de ces territoires.

A cette complexité inhérente à ces espaces multi-acteurs et multi-usage, s'ajoute un contexte social où les citoyens sont de plus en plus attentifs aux problématiques environnementales et sociales dans le déroulé des politiques d'aménagement des territoires.

Cette montée des enjeux d'acceptabilité s'est accompagnée d'un développement des pratiques de concertation dont la mise en œuvre se heurte à de multiples contraintes et qui sont généralement critiqués comme étant trop peu fréquents, pas assez représentatifs ou trop cadrés. Et si l'implication des citoyens se limite à les informer ou à les consulter assez tardivement dans les processus décisionnels, la co-construction est la grande absente des outils de l'aménagement.

En réponse à ces enjeux, le projet AATRE (Agora de l'Aménagement des Territoires REsilients) s'intéresse à l'existence d'une relation positive entre la co-construction des projets d'aménagement du littoral avec les citoyens, et la meilleure prise en compte de l'environnement dans ces mêmes projets.

La participation est ici appréhendée comme un des outils permettant l'accès aux connaissances et la mise en débat, dans une dimension collective de transition vers une culture de la co-construction, qui permettrait une meilleure prise en compte de ces enjeux par les citoyens et les décideurs.

L'approche méthodologique consiste à expérimenter et à analyser des dispositifs et des outils de participation citoyenne, autour de différents projets d'aménagement du littoral d'Occitanie.

La dimension hybride (alliant présentiel et numérique) de la participation sera privilégiée car elle vient répondre à une attente sociale pour la co-construction, en facilitant l'accès au débat et en modernisant la relation entre décideurs et citoyens.

Piloté par l'Université Paul-Valéry de Montpellier en partenariat avec la Région Occitanie, ce projet de recherche-action repose sur une dynamique coopérative entre les acteurs de la recherche, les acteurs socio-économique et ceux issus de la société civile.

Des équipes de recherche issues de différentes disciplines (géographie, aménagement, urbanisme, sciences de gestion, sciences du langage, psychologie cognitive) seront mobilisées dans l'idée de multiplier les apports et les expertises pour avoir une vision et une analyse systémique de ces sujets liés à la participation citoyenne et à la résilience écologique des territoires.

Récit d'une expérimentation sociale et filmique pour favoriser la co-construction des projets de restauration des rivières

Marie Lusson – UMR G-EAU, INRAE, Montpellier
marie.lusson@inrae.fr

Christelle Gramaglia – UMR G-EAU, INRAE, Montpellier
christelle.gramaglia@inrae.fr)

Maria Alp – UR RIVERLY, INRAE Lyon
maria.alp@inrae.fr

Oldrich Navratil – UMR 5600, Université de Lyon
navratiloldrich@gmail.com

Sylvie Morardet – UMR G-EAU, INRAE, Montpellier
sylvie.morardet@inrae.fr

Béatrice Maurines – CMW UMR 5283, Université de Lyon
beatrice.MAURINES@msh-lse.fr

L'urbanisation et l'industrialisation ont altéré le fonctionnement hydromorphologique et écologique de nombreuses rivières. L'extraction de graviers, la construction de barrages pour la production d'hydro-électricité, l'édification de digues contre les inondations ou encore les rejets d'effluents pollués menacent la qualité des milieux aquatiques. Dans ce contexte, la restauration est bien souvent la seule solution.

Toutefois, les projets de restauration suscitent souvent de vives controverses. Les façons de faire, inspirées de l'ingénierie écologique, ne font pas consensus parmi les experts. Certains élus ou acteurs sociaux ont, par ailleurs, des difficultés à s'approprier les enjeux techniques, écologiques, et géomorphologiques d'autant plus qu'il leur est demandé de se projeter sur le temps long. Il en va de même pour les marqueurs biologiques de retour à un « bon état » qui ne sont pas toujours visibles ou d'emblée saisissables, voire quantifiables. Des pratiques et des connaissances plurielles de la rivière peuvent alors s'opposer, allant parfois jusqu'à compromettre la mise en place des projets.

Si les acteurs institutionnels ont cherché à résorber les dissensions pour mener à bien leurs objectifs de restauration, nous faisons l'hypothèse inverse. Nous considérons en effet que les controverses constituent des espaces de problématisation favorables à la co-construction. Nous avons donc réuni un collectif de chercheurs issus de plusieurs disciplines pour apprendre des disputes plutôt que de tenter, a priori, de les éviter. Nous nous posons notamment la question de savoir quelles seraient les conditions d'un débat ouvert où experts et profanes pourraient définir conjointement des états de rivières hospitaliers et désirables pour une pluralité d'espèces, au-delà des seuls humains. Notre projet, situé à l'intersection des sciences et des humanités environnementales, vise à imaginer des outils qui pourront aider les professionnels à tirer parti des controverses en les transformant en moments d'expérimentation sociale et scientifique.

Notre communication rend compte de ce travail original qui mêle des méthodes d'enquête en sciences sociales classiques avec la réalisation d'un film pour mettre en scène les enjeux, faciliter le dialogue interdisciplinaire, la prolifération de récits pluriels et les échanges futurs entre acteurs institutionnels et sociaux. Nous montrons comment l'utilisation de matériaux textuels, sonores ou filmiques issus d'archives scientifiques et techniques, d'entretiens ou de l'observation constitue une méthode-assemblage et un nouveau régime de connaissance cosmopolitique des rivières à réparer, à l'interface de la technique, du sensible et du *care*.

Humanités pédologiques et politiques de conservation des sols

Céline Pessis – Post-doctorante Ifris, Inrae-Lisis, Université G. Eiffel (Paris-Est Marne-la-Vallée)
celine.pessis@neuf.fr.

Menacés par de nombreuses formes de dégradation (érosion, salinisation, pollution, imperméabilisation, etc.), les sols acquièrent aujourd'hui le statut d'enjeu environnemental global, bien qu'ils demeurent encore de grands oubliés des droits français, européen et international. Ces dernières années sont en effet marquées par un renouveau à la fois des approches en sciences naturelles et biologiques portant sur les sols (autour du nexus sol-climat, des services écosystémiques, etc.) et en SHS (voir par exemple le colloque « Sols et sous-sol dans la transition socio-écologique, Grenoble, juin 2021), justifiant l'expression émergente d'« humanités pédologiques ». A la croisée de ces renouvellements disciplinaires et de ces enjeux globaux, de promoteurs dialogues interdisciplinaires voient le jour.

Cette communication considère les principales approches d'humanités environnementales portant sur les sols : approches métaboliques (d'inspiration marxistes, donnant à voir la co-évolution de rapports sociaux et de flux de matière), de political ecology ou d'écologie politique (initialement forgée dans les Suds), d'histoire environnementale, en terme de « nouvelles matérialités », et enfin de « zone critique » (notion popularisée par les sciences de la vie et de la terre et reprise notamment par Bruno Latour).

Par l'étude des principaux manuels et articles de référence de chacune de ces approches, elle interroge, d'une part les renouvellements méthodologiques et les pratiques de l'interdisciplinarité dont elles sont porteuses, et d'autre part les transformations du gouvernement de la nature qu'elles accompagnent ou mettent en visibilité. Par quelles articulations entre théorie sociale et politique et description biogéophysique disent-elles la dégradation des sols ? Comment la prise en compte du sol comme milieu biologique et vivant transforme-t-elle l'analyse de ses modes d'appropriation ? Inversement, comment l'étude des multiples conflits d'usage des sols invite-elle à repenser les politiques de conservation des sols ?

Exploitation artisanale minière et implications socio-environnementales à Angovia dans le centre-ouest de la Côte d'Ivoire

Lohoues Olivier Essoh – Enseignant-Chercheur, Département de Sociologie et d'Anthropologie, Université Jean Lorougnon Guédé
essohloliver@yahoo.fr

Bouhi Sylvestre Tchan Bi – Docteur, Institut d'Ethno-Sociologie, Université Felix Houphouët Boigny
tchanbisly@gmail.com

Meless Siméon Akmel – Enseignant-chercheur, Maitre de Conférences, Département d'Anthropologie et de Sociologie, Université Alassane Ouattara
melessovsky65@gmail.com

En Côte d'Ivoire, l'exploitation minière clandestine est non conforme aux procédures légales d'autorisation prévues par l'article 05 de la Loi N°2014-138 du 24 Mars 2014 portant code minier. Sa pratique est donc illégale, à cause de l'utilisation de produits prohibés par la loi minière. L'orpaillage clandestin est en perpétuelle évolution sur l'étendue du territoire national. Il représente une sérieuse menace pour la population locale et l'environnement ; car il se fait de manière artisanale. Selon A.P. Kouakou, les produits chimiques utilisés sont nuisibles à l'homme (problèmes de santé) et à la nature. Dans l'espace villageois d'Angovia, il est constaté une recrudescence de l'orpaillage, malgré les mesures d'interdiction.

L'objectif de cette contribution est d'analyser les logiques sociales et les impacts de l'activité sur l'homme et son environnement. Pour y arriver, cette étude repose sur une approche mixte, à la fois quantitative et qualitative. Elle s'appuie sur les techniques (documentation, observation, entretien semi-directif) et les outils de collecte des données (grille d'observation, guide d'entretien, questionnaire). L'analyse dialectique, la théorie des conflits sont utilisées pour approfondir l'analyse des données.

L'étude présente les résultats du terrain. Elle montre que, dans l'espace villageois d'Angovia, l'orpaillage a une valeur économique et socioculturelle. Puis, elle analyse les conflits entre autochtones, migrants, autorités coutumières et administratives, liés à l'activité. Enfin, l'étude explique l'impact sanitaire et environnemental de l'exploitation minière clandestine à Angovia ; d'où la nécessité d'une relecture de ladite activité en Côte d'Ivoire.

Gouverner les ressources partagées

Philippe Lavigne-Delville – UMR SENS - IRD, Cirad, Université Paul-Valéry Montpellier 3
philippe.lavignedelville@ird.fr

Véronique Ancey – UMR Art-Dev – Cirad Montpellier
veronique.ancey@cirad.fr

Elodie Fache – UMR SENS - IRD, Cirad, Université Paul-Valéry Montpellier 3
Elodie.fache@ird.fr

La mise en cause de la théorie de la « tragédie de l'accès libre » a suscité de multiples travaux qui montrent que, dans certaines conditions, des sociétés locales peuvent, dans la durée, gérer des ressources qui ne sont pas appropriées de façon privative et assurer leur pérennité. Nombre de ces travaux se réfèrent à la notion de « communs ». Mais celle-ci oscille trop souvent entre une acception large (tout ce qui n'est pas approprié privativement) et une acception stricte (une communauté possédant en commun une ressource et se dotant d'institutions pour gérer la tension entre court et long terme), ce qui entraîne des flous conceptuels et laisse dans l'ombre les multiples formes de gouvernance de ressources « en accès partagé » qui ne relèvent pas des « communs » au sens strict. Bien plus, la prééminence des lectures ostromiennes induit une vision fonctionnaliste de la gestion des ressources, orientée vers leur pérennité, grâce à la coopération volontaire des usagers. Ce qui occulte les cas où il n'y a pas de « dilemme des communs » et sous-estime à la fois la force des normes sociales partagées et les tensions internes à la « communauté ». A partir d'une vaste revue de la littérature, cette communication propose une grille de lecture des modes de gouvernance des ressources partagées dans les sociétés rurales, montrant qu'elles ont, autant sinon plus qu'un objectif environnemental, un objectif de maintien d'un ordre social et de régulation de la compétition entre usagers.

Gouvernance de la pénurie et réconciliation autour d'une eau commune dans le Nordeste brésilien région semi-aride

Julien Burte – FUNCEME Brazil / UMR GEAU, INRAE-CIRAD-IRD-Université de Montpellier
julien.burte@cirad.fr

Véronica Mitroi – FUNCEME Brazil / UMR GEAU, INRAE-CIRAD-IRD-Université de Montpellier
veronica.mitroi@cirad.fr

Anne-Laure Collard – UMR GEAU, INRAE-CIRAD-IRD-Université de Montpellier
anne-laure.collard@inrae.fr

Hela Gasmi – FUNCEME Brazil / UMR GEAU, INRAE-CIRAD-IRD-Université de Montpellier, France / UFC Brazil
hela.gasmi@hotmail.com

Eduardo Savio Passos Rodrigues Martins – FUNCEME Brazil / UFC Brazil
espr.martins@gmail.com

Dans le Nordeste brésilien semi-aride, l'eau est au cœur des controverses entre modèles de développement agricole qui doivent composer avec les aléas climatiques mais également avec des inégalités socio-économiques et territoriales majeures. D'un côté, le "génie hydraulique", qui voit l'eau comme une ressource à mobiliser et à dominer (« combattre la sécheresse »). De l'autre, la recherche d'une résilience hydrique locale dans une vision d'adaptation aux conditions climatiques du semi-aride (« coexister avec la sécheresse »). Les controverses et les affrontements entre ces deux pôles, chacun porté par des réseaux d'acteurs publics et privés bien spécifiques, mettent en évidence deux visions polarisées de l'eau et du rapport des hommes à la Nature.

Ce travail mené dans le bassin du Jaguaribe s'appuie sur un diagnostic systémique et multi-acteurs participatif couplé à des entretiens semi-structurés et des récits de vie avec des ruraux (30) et des institutionnels (30). L'analyse des discours portés par les différents acteurs est associée à l'analyse sociotechnique des deux pôles (acteurs, visions, règles, instruments et verrouillages sociotechniques, etc.).

Au niveau de l'État, le système de gestion de l'eau institutionnalisé s'appuie sur les comités de bassin pour la gestion de la macro-infrastructure (156 barrages). Au niveau local, il n'y a pas de cadre formel de gouvernance de l'eau, en particulier pour gérer les dizaines de milliers de retenues collinaires existantes qui sont l'objet de fortes controverses. Si elles sont à la base du mode de vie rural de la région, elles peuvent diminuer lourdement le remplissage des grands barrages. Les populations rurales profitent de manière pragmatique des opportunités offertes par les deux pôles pour leur approvisionnement en eau. Elles se réapproprient et hybrident ainsi systèmes techniques et modes de gestion de différentes ressources en eau à travers des pratiques variées au sein de différents collectifs (individuel, familial, communautaire, fédération d'association ...). Mais au niveau territorial, cela engendre une grande hétérogénéité et inégalité d'accès à l'eau et augmente globalement la vulnérabilité hydrique pour tous les usages.

De plus, l'absence d'institutions de gestion de l'eau au niveau local, verrouille la gestion publique de l'eau au niveau régional et sur les seules grandes infrastructures stratégiques qui sont ainsi elles-mêmes fragilisées.

Le changement climatique met aujourd'hui les acteurs de ces deux pôles au défi de construire une vision commune autour de l'eau et de la Nature qui suppose de contrer les stratégies d'accaparement de la ressource qui ne font qu'accentuer les vulnérabilités.

Qui pêche ? La pêche industrielle thonière sous DCP comme actions et savoirs distribués

Pierre-Yves Le Meur - UMR SENS, IRD, CIRAD, Université Paul-Valéry Montpellier
pierre-yves.lemeur@ird.fr

Nastassia Reyes - UMR SENS, IRD, CIRAD, Université Paul-Valéry Montpellier
nastassia.reyes@ird.fr

Daniel Gaertner - MARBEC, Université Montpellier, CNRS, Ifremer, IRD, Sète, France
Daniel.gaertner@ird.fr

Florence Galletti - MARBEC, Université Montpellier, CNRS, Ifremer, IRD, Sète, France
florence.galletti@ird.fr

Manon Airaud - UMR SENS, IRD, CIRAD, Université Paul-Valéry Montpellier
manon.airaud@ird.fr

Lucille Garçon - Vidéaste indépendant

Jean-Emmanuel Rougier - LISODE, Montpellier

Laurent Dagorn - MARBEC, Université Montpellier, CNRS, Ifremer, IRD, Sète, France
laurent.dagorn@ird.fr

Thomas Vieille - Dessinateur indépendant

Estienne Rodary - UMR SENS, IRD, CIRAD, Université Paul-Valéry Montpellier
Estienne.rodary@ird.fr

Les humanités environnementales offrent un prisme qui permet de repenser et de recomposer de manière plus équilibrée et symétrique les liens entre élément humains et non-humains constitutifs de la fabrique de l'environnement. L'environnement, comme catégorie englobante, plutôt que comme entité extérieure/contextuelle, est compris, dans une acception processuelle et constructiviste, en tant qu'ensemble de pratiques et de relations historiquement situées, visant à la configuration d'un espace d'action, en mer et sur terre, fait d'éléments composites. Dans cette optique, l'agencéïté des actants fonctionne de manière distribuée – aucun n'agit de manière totalement autonome – et elle se déploie dans le cadre d'agencements (ou espaces d'action) souvent complexes et parfois mouvants. L'agencéïté humaine est donc elle-même enchâssée et activée (ou « agie ») dans ce cadre relationnel.

Cette contribution analyse dans cette perspective les mutations contemporaines de la pêche industrielle thonière à la senne sous la pression d'un nouvel objet technique, ou actant, le dispositif de concentration des poissons (DCP). L'agrégation des poissons autour de ces épaves artificielles dérivantes équipées d'une balise GPS a permis, à partir de la 2ème moitié des années 1990, une forte augmentation des captures et posé la question de la durabilité de cette pêche. Le nexus central DCP-poisson-pêcheur (thonier senneur) s'inscrit en fait dans un dispositif plus complexe, ramifié et multilocalisé, incluant d'autres acteurs et objets embarqués (échosondeurs, radars, sonars, observateurs) et distants (satellites, armateurs, organismes de recherche et de régulation, ONG), inscrits dans des temporalités hétérogènes. Son fonctionnement pose la question (qui n'est pas rhétorique) de « qui pêche » : le DCP en attirant (aidé d'autres actants) le thon (et transformant, selon la formule souvent entendue, le marin de « chasseur » en « cueilleur »), le thon qui « se pêche » en se rassemblant sous le DCP, les marins-pêcheurs en déployant leur senne autour du DCP ?

Au-delà, l'agencement « pêche sous DCP » est constitué de l'ensemble des ramifications liant les DCP, les poissons et les marins-pêcheurs à des acteurs distants porteurs de savoirs (sur les poissons) et/ou de normes (disant où/quand/quoi pêcher ou ne pas pêcher). Le projet METMUT (Fondation de France), intégrant chercheurs en sciences sociales et halieutiques, acteurs non académiques (professionnels de la pêche, experts de la concertation, artistes) et objets médiateurs (planches de BD, jeu de rôles), forme un second agencement, « étude de la pêche sous DCP ». Cette contribution rendra compte des imbrications et dialogues entre ces deux agencements. Or ce sont ces imbrications qui l'inscrivent dans le champ des humanités environnementales, à la fois en brouillant les frontières entre nature et société et en invitant à un dialogue transdisciplinaire permettant de rendre compte de ces configurations halieutiques complexes et des enjeux socio-environnementaux qui les travaillent.

En quoi les humanités environnementales peuvent-elles servir les projets de territoire ? Pour une géographie de la relationalité. Exemple en milieu urbain

Damien Marage – Chercheur associé au LADYSS UMR CNRS, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne
damien.marage@univ-paris1.fr

Anne Jegou – MCF en géographie, Université de Bourgogne, Laboratoire THEMA UMR CNRS
Anne.Jegou@u-bourgogne.fr

Que nous l'acceptions ou non, nous sommes investis d'une responsabilité inconnue des générations antérieures : laisser aux générations futures une terre habitable, et ne pas altérer nos conditions biologiques d'existence. S'il y a un domaine complexe, c'est celui de nos relations entre humains et non-humains. Ces derniers doivent pouvoir participer à l'administration des territoires, à leur intendance. Nous possédions la nature, ces ressources, ces possibilités de production. Aujourd'hui, l'idée est d'être « possédé », soi-même, par un milieu de vie.

En matière d'urbanisme, nous sommes passés d'un urbanisme de plan à une urbanité de projet ; de la charte d'Athènes de 1933 à la charte de Quito de 2016. Si la ville s'ouvre, si elle se complexifie, se systématise, se métabolise, où est la place du Vivant, dans cette ville « pilotée », « intelligente », « smart » ? Avec l'*Urban ecology,* la ville est devenue solutions et non problèmes, à condition de raisonner à l'échelle des territoires. Mais comment co-produire avec les non-humains dans les projets de territoires urbains ? Il y a bien dans le projet de territoire une *poeïsis,* en tant qu'idées et représentations de la mise en valeur d'un lieu, ainsi qu'une *praxis*, en tant qu'outils et processus, en général collectifs, de conception et de création de territoires réels ou imaginaires. Judith Butler essaie à l'aide du concept de rationalité de reformuler des enjeux politiques et éthiques du vivre ensemble à partir du corps. Il importe de repenser les rapports entre le sujet politique et le monde dans lequel il vit et agit, de façon à promouvoir des relations plus égalitaires entre les individus et avec leur environnement.

Plusieurs pistes s'ouvrent pour une nouvelle géographie de la relationalité en prise avec les projets de territoire. Il s'agit d'écouter les non-humains, de les faire « parler », de révéler leur présence à notre monde, en cherchant à les faire entrer dans nos processus de gouvernance. Aménager implique maîtrise et contrôle, du double point de vue juridique et technique. Or, dans un projet de territoire urbain, les socio-écosystèmes ont leurs propres dynamiques, sources d'incertitudes. Nous ne pouvons gérer cette extériorité uniquement par l'intensité de la relation : ce que nous mettons dedans et ce que nous en retirons. Mettre en place différentes temporalités ouvre des pistes concrètes pour rationaliser, améliorer la délibération et prendre des décisions concrètes dans l'intégration du vivant dans les projets de territoire urbain.

Urbanicité, sens et santé mentale

Josiane Tantchou – Anthropologue, CNRS, UMR LAM
j.tantchou@sciencespobordeaux.fr

L'urbanicité, entendu comme l'impact de la vie urbaine sur la santé à un moment donné est de plus en plus mobilisée pour analyser les liens entre l'environnement urbain, la qualité de vie et la santé.

Plus de 50 % de la population mondiale vit dans des villes ; en 2050, ce chiffre passera à 70 %. Si la vie en ville présente des avantages, comme un meilleur accès aux soins de santé, à l'emploi et à l'éducation, elle entraîne également une exposition accrue à des facteurs de risque provenant de l'environnement social ou physique urbain (par exemple, la pauvreté, le bruit de la circulation, la pollution), contribuant à une augmentation du stress et à des résultats négatifs en matière de santé mentale. Ceci est soutenu par des études empiriques en psychologie et urbanisme, soulignant que l'environnement a un impact sur la santé, le bien-être et la qualité de vie. L'être humain réagirait à un environnement inadéquat par des névroses.

Mon intervention présentera les résultats d'une recherche ethnographique actuellement menée à Bordeaux. Au travers d'entretiens approfondis et du photovoice, l'objectif est de comprendre les liens que les personnes diagnostiquées avec une maladie mentale établissent entre la matérialité, les « ambiances » de leur environnement et leur santé. Il ressort des premières analyses que la qualité sonore, visuelle de l'environnement participe à un sentiment de bien-être, perçu comme important dans une démarche de réinsertion sociale et de rétablissement.

Session 4 - Humanités environnementales face aux enjeux des Suds

La transition écologique dans la cacaoculture des pays du Sud : expériences et perspectives

Désiré Hobido Any – Laboratoire de Recherches Transdisciplinaires - Université Alassane Ouattara, Bouaké
anydesire@yahoo.fr

Gbomené Hilaire Kanon – Laboratoire de Recherches Transdisciplinaires - Université Alassane Ouattara, Bouaké

L'origine anthropique des aléas climatiques est indéniable ; toutefois, leurs conséquences néfastes sont diversement subies par les pays. Contrairement aux pays du Nord, ceux du Sud, dont la plupart des économies reposent sur l'agriculture subissent les effets délétères de la déforestation, de la sécheresse, de l'inondation…qui compromettent leur perspective de développement qui repose sur l'agriculture intensive.

Le constat reflète un déséquilibre écologique et environnemental qui mérite d'être examiné afin de répondre au défi des humanités environnementales. Si ce constat est unanime au sein des communautés rurales, il n'en demeure pas moins que les stratégies d'actions communes font défaut : des divergences théoriques et pratiques persistent (Opposition des systèmes de productions agricoles. L'agro-industrie contraste avec l'agro-écologie).

L'objectif stratégique de la présente communication est de proposer l'agro-écologie comme une pratique agricole innovante qui préserve les écosystèmes. En effet, au regard du dérèglement climatique, des actions anthropiques et des crises écologiques, une transition agro-écologique s'avère nécessaire pour panser la fracture homme-nature, nature-culture.

Spécifiquement, il s'agira, d'une part, d'analyser les crises écologiques et environnementales au prisme de la manière dont les agriculteurs interagissent avec l'environnement ; et d'autre part, proposer des solutions éco-éthiques pour résoudre les questions de la bonne gouvernance de la nature. L'enjeu de cette communication est de contribuer à la réalisation des objectifs du développement durable.

Pour y parvenir, nous procéderons par une approche qualitative qui consistera à analyser les expériences des agro-écologues et à des « observations participantes ».

Impacts des changements climatiques sur les maladies à transmission vectorielles : imprévisibilité des effets, résilience des pays du sud et rôle de l'aide au développement

Florence Fouque – Entomologiste, The Special Programme for Research and Training in Tropical Diseases, World Health Organization, Genève
fouquef@who.int

L'évolution actuelle des changements climatiques est caractérisée par une rapidité et des impacts sur tous les systèmes vivants qui questionnent la capacité de l'humanité à y faire face et à s'y adapter. Indépendamment des causes et des actions mises en œuvre pour freiner, limiter, voire inverser ces modifications, il faut se préparer aux impacts, caractérisés par une imprévisibilité grandissante où les facteurs sociaux et environnementaux sont intégrés dans une complexité ingérable au niveau global. En ce qui concerne les maladies vectorielles avec des pathogènes transmis majoritairement par des insectes, les modifications du climat et de l'environnement (naturel et humanisé) vont agir à la fois sur les vecteurs, les pathogènes et les hôtes humains. Une même augmentation des températures dans un contexte particulier peut être favorable à une transmission virale comme la dengue et défavorable à une transmission de parasites comme les plasmodiums du paludisme. A titre d'exemple, la situation de ces 2 maladies dans un pays comme le Népal est en pleine évolution avec la dengue qui est en pleine expansion et le paludisme qui diminue dans les zones les plus chaudes et augmente en altitude. Mais cette situation est contextuelle et d'autres pays feront une expérience différente voire opposée de cette même augmentation de température. La question est donc posée de comment rendre les systèmes de santé résilients à ces changements parfois imprévisibles et en quoi l'aide au développement reçue par ces pays sera bénéfique ou pas. Ainsi une distribution subventionnée par les pays développés de moustiquaires imprégnées dans un pays où les vecteurs sont devenus exophiles et exophages sera non seulement inefficace mais va également détourner des fonds et de l'énergie vers des actions non nécessaires, laissant de côté les problèmes émergeants.

Ces changements et leurs impacts nous confrontent donc à la nécessité de développer des solutions contextuelles adaptés aux populations locales et tenant compte des capacités de résilience des systèmes existants pour des solutions localement durables et non-disruptives, y compris lorsque l'aide internationale se sera plus maintenue. Notre approche de la santé, en particulier pour les maladies vectorielles ne doit plus être globale mais adaptée et l'idée d'une solution unique pour tous est au moins aussi dangereuse que les émergences épidémiques qui menacent.

L'Afrique à l'épreuve de la justice climatique

Sophie Hélène Félicité Aho – Université Alassane Ouattara, Bouaké, Côte d'Ivoire
feliciteaho@gmail.com

Les relations de l'homme et de la nature sont passées de la soumission fusionnelle à la confrontation matérielle, de l'intimité au mystère de la cosmogonie à la formation de l'animal religieux, puis au mouvement de transformation et de domination de la nature. Ce rapport de l'homme à la nature marque le recul du fait religieux et les conséquences du rouleau compresseur de l'entreprise transformatrice à impact destructeur initié par l'homme pour améliorer sa vie matérielle. Aujourd'hui, la négation de la réalité des dommages environnementaux longtemps observée, cède graduellement le pas à une prise de conscience que la planète terre est le seul grand patrimoine commun à l'humanité, et que le progrès technologique, tiré exclusivement par l'attrait des énormes profits économiques et financiers, détruira à moyen ou long terme, les variétés de vie sur terre et probablement la terre elle-même. Au carrefour des disciplines scientifiques aux prises avec la succession effrénée des changements de l'environnement, ce nouveau mouvement des humanités environnementales met en relief les parts contributives respectives des pays développés, des pays émergents, et des pays en développement sur les impacts environnementaux de l'industrialisation. Il convient, dans cet espace, de résoudre le paradoxe des bénéfices économiques des multinationales sur les cendres de la nature en Afrique. Ce continent est victime d'une injustice climatique car les responsabilités dans ce chaos galopant, bien que communes, demeurent différenciées, et les implications, hiérarchisées. Ne produisant que 4% des émissions mondiales des gaz à effet de serre, l'Afrique subit pourtant les dommages du changement climatique, avec les inondations et les sécheresses qui impactent sa sécurité alimentaire. Aussi, l'exploitation abusive de ses ressources naturelles et de ses énergies fossiles étant au cœur des enjeux financiers occidentaux, elle reste prisonnière d'une boulimie matérielle qui l'asphyxie injustement.

Après examen de ses propres causes et responsabilités internes, puis des facteurs exogènes dans ce processus qui dégrade son écosystème, la présente recherche se propose de penser des propositions pour réparer l'injustice climatique dont l'Afrique fait l'objet. Des reformes financières et juridiques en Afrique, comme dans le monde, doivent être envisagées pour la protection de ses "humanités environnementales". Il s'agit donc de repenser la collaboration avec les industries extractives, et briser leurs rapports opaques avec des régimes en place, afin de préserver son héritage environnemental.

L'insalubrité dans la ville de Kinshasa : entre l'absence de l'exercice de l'autorité publique et la faiblesse d'implication de la population.

Léon K. Mudubu – Démographe statisticien -Université de Kinshasa
lkmudubu@gmail.com ; leonmudubu@yahoo.fr

Au cours des dix dernières années, la ville province Kinshasa, capitale de la République Démocratique du Congo, a connu une croissance démographique galopante qui s'explique essentiellement par deux principaux facteurs : (i) une forte fécondité due elle-même au faible taux de la planification familiale ; (ii) une forte migration interne vers Kinshasa en provenance des campagnes (exode rural) mais aussi des cités et autres centres urbains des provinces proches de Kinshasa et de celles situées au centre du pays à la suite de l'insécurité dans le Kasaï en 2015.

Face à cette explosion, Kinshasa compterait aujourd'hui plus de 12 millions d'habitants selon les dernières estimations de l'Institut National de la Statistique. Face à cette situation, les autorités semblent incapables et/ou impuissantes pour faire respecter la réglementation en matière de sécurité environnementale, notamment l'interdiction de l'occupation des zones considérées comme dangereuses pour les populations (marécages, collines, lits des ruisseaux,…) mais aussi et surtout pour offrir un service public régulier de ramassage et de gestion responsable des déchets domestiques et par la population lors de sa mobilité quotidienne dans les marchés et autres espaces publics (carrefours, arrêts de transport en commun, etc.). A l'opposé, on assiste à une très faible implication de la population face aux risques environnementaux, certainement imputable à un fatalisme. On note en particulier les pratiques quotidiennes des Kinois qui dans leur grande majorité jettent les ordures presque partout (cours d'eau, rues…).

Ainsi, la quasi-totalité des Communes de Kinshasa présentent le visage désastreux d'un milieu dégradé aux conséquences environnementales et sanitaires très préoccupantes : papiers, sachets, sacs et bouteilles en plastique, d'une part, et les autres types d'ordures ménagères, d'autre part, expliquent l'insalubrité de la ville qui pourtant, était qualifiée jadis de « *Kin la belle* ». Il suffit d'une simple pluie à Kinshasa, et l'on assiste à un spectacle de divers objets flottant dans les cours d'eau et ruisseaux. A l'inverse, en saison sèche, la ville fait face à la pollution de l'air par des particules et les ordures ménagères sont génératrices d'odeurs nauséabondes.

Dans cette communication nous tenterons de comprendre les raisons de cette dégradation, tant au niveau de la gouvernance de la ville par les pouvoirs publics que celui des attitudes et comportements de la population face aux risques environnementaux. Est-ce lié à un sentiment de fatalité et de résignation ?

Nous essaierons d'analyser cette situation en effectuant une approche différentielle par quartier et selon les caractéristiques socio démographiques des ménages ?

Des pesticides dans la Mare aux hippopotames (Burkina Faso)

Adrien Morvan – Université de Bordeaux
adrienmorvan33@laposte.net

Bayili Bazoma – IRSS/CNRST, Burkina Faso
bbazoma@yahoo.fr

Marc-Eric Gruénais – Université de Bordeaux / UMR Les Afriques dans le Monde
marc-eric.gruenais@u-bordeaux.fr

Cette présentation se fonde sur les résultats d'un travail de terrain réalisé en 2019 à Bala, une commune rurale abritant une réserve de biosphère située à environ 60 kilomètres de Bobo Dioulasso au Burkina Faso. Il s'agit d'une zone correspondant à une « aire protégée », caractérisée par la présence d'une « mare aux hippopotames », qui préalablement à l'insécurité qui règne au Burkina Faso était une des principales ressources touristiques de la région. Les villageois présents dans cette zone combinent des activités de pêche, d'agriculture vivrière et d'agriculture de rente avec la production cotonnière.

La production du coton est gérée par des coopératives de producteurs dans le cadre de groupements villageois liés à une société d'économie mixte, la Sofitex, qui fournit les intrants dont les pesticides, sélectionne les variétés à cultiver, achète et commercialise la production des agriculteurs. Les stratégies de production sont mises en place sur la base d'un crédit de la Sofitex aux producteurs. Afin de se doter d'un avantage compétitif et de diminuer l'usage des pesticides, le Burkina Faso a, au travers de la Sofitex, promu la production de coton OGM (peu consommatrice en pesticides) sur la base d'un partenariat avec Monsanto en 2008. Les agriculteurs ont ainsi contracté des prêts importants afin de se procurer les nouvelles semences. Cependant, qualité de la fibre issue de ces semences a baissé par rapport à celle produite antérieurement à partir de semences classiques, ce qui a eu un effet négatif sur les exportations et donc sur les revenus des agriculteurs. En 2016, la stratégie a été revue pour revenir à l'utilisation de semences classiques non OGM nécessitant alors un retour à l'usage massif de pesticides. Entre temps, les pesticides avaient perdu de leur efficacité en raison d'un mithridatisation des bioagresseurs. Au bout du compte, on en arrive à une augmentation de l'usage de moins en moins maîtrisée des pesticides chimiques pour préserver les cultures des ravageurs. Par ailleurs, il subsiste beaucoup d'incertitudes quant à l'effet de cette surconsommation de pesticides chimiques sur les ressources halieutiques : de par la position des champs de coton sur le bassin versant de la réserve, une contamination des cours d'eau adjacents et liés à la mare est probable.

L'objectif de cette communication sera de présenter les positions des différents types d'acteurs rencontrés au cours de l'enquête de terrain quant à leur perception des conséquences de l'utilisation des pesticides et revenir ainsi sur la question de la préservation d'un « système écologique » dans une réserve de biosphère.

Cultiver et se nourrir à Hanoi (Vietnam) : quels risques ? Un regard croisé entre sciences humaines et sciences du vivant

---

Gwenn Pulliat – Chargée de recherche CNRS, UMR Art-Dev, Montpellier
gwenn.pulliat@cnrs.fr

Cette présentation décrit la manière dont le projet "Street Food" a mobilisé l'interdisciplinarité pour discuter ce que celle-ci apporte à l'analyse des enjeux alimentaires en milieu urbain.

Elle présentera quelques résultats des enquêtes de terrain (en géographie et en génotoxicité) menées à Hanoi au Vietnam pour mettre en perspective les risques et leurs perceptions par les différents acteurs en jeu.

Savoirs écologiques des peuples des Montagnes et enjeux d'enculturation de développement durable

Alawadi Zelao – Université de Dschang
alazelao11@yahoo.com

La modernisation et le capitalisme de type industriel ont longtemps entretenu l'appréhension selon laquelle l'environnement est extérieur aux sociétés humaines, et que sur ce postulat, l'homme peut désormais se rendre « maître et possesseur de la nature » tel que Descartes l'avait déjà perçu depuis l'ère de la Renaissance. Depuis lors, les sociétés dites industrielles ont gardé un rapport d'externalité à l'environnement et aux éléments qui le constituent. De nos jours, les ravages sont bien connus et les conséquences multidimensionnelles vécues. C'est dans ce contexte qu'émerge le développement durable qui prétend à la réconciliation de l'homme et de son environnement. Mais au regard du passé idéologique qui le sous-tend, il est difficile qu'il parvienne véritablement à se réaliser.

Le défi est de considérer la dimension socio-anthropologique de l'écologie en partant des sociétés humaines qui, malgré la modernisation d'inspiration occidentale qui les a atteintes, ont réussi tendanciellement à garder un rapport plus ou moins symbiotique à l'environnement. Dans le cadre de cette réflexion, nous partons du cas spécifique des peuples de montagnes situés dans la partie septentrionale du Cameroun. Au fil du temps, ces peuples ont élaboré un système de savoirs écologiques dont la pérennité est visible dans des domaines aussi divers tels que l'agriculture, l'élevage, le système d'habitat, etc. De même face aux politiques de développement mises en œuvre par l'Etat du Cameroun, ces peuples ont réactualisé ces savoirs écologiques pour résister aux effets destructeurs.

Considérés comme des « communautés des écosystèmes », les peuples des montagnes disposent des pratiques et des techniques propres à leurs connaissances écologiques qui peuvent aider à l'avènement d'un développement durable plus concret et mieux humanisé. C'est là que se situe le défi de l'enculturation de développement dans le contexte de la modernité, plus souvent marquée par l'économisme et le capitalisme. L'enculturation du développement durable se veut ainsi être un paradigme qui restitue la relation réciproque entre la société et l'environnement, et une exigence dans la prise en compte de l'infrastructure propre aux communautés humaines. L'argumentaire se décline en quatre articulations. L'étude aborde la montagne comme un fait social total (I), analyse la conscience écologique des communautés (II), situe la relation entre les savoirs endogènes montagnards et le patrimoine écologique contemporain (III), et enfin examine le défi de l'enculturation du développement durable à l'aune des humanités écologiques des peuples des montagnes (IV).

The expertise of children: wild edible plants knowledge distribution across life stage and gender among southern Betsileo, Madagascar

Vincent Porcher – Institut of Environemental Acience and Technology (ICTA), Autonomous University of Barcelona (UAB) / IRD UMR SENS, Montpellier
vincent.porcher@uab.cat

Stéphanie M. Carrière – UMR SENS - IRD, CIRAD, Université Paul-Valéry Montpellier 3

Sandrine Gallois – Faculty of Archeology, Leiden university

Victoria Reyes-García – Institut of Environemental Acience and Technology (ICTA), Autonomous University of Barcelona (UAB) – Spain / Catalan Institute of Research and Advanced Studies (ICREA)

Comprendre les connaissances locales sur les plantes sauvages comestibles est essentiel pour évaluer les services des plantes, réduire les risques d'extinction des connaissances, reconnaître les droits des communautés locales et améliorer les efforts de conservation de la biodiversité. Cependant, les connaissances de groupes spécifiques telles que les femmes ou les enfants ont tendance à être sous-représentées dans la recherche sur les connaissances écologiques traditionnelles.

Dans cette étude transdisciplinaire, nous explorons comment la connaissance des plantes sauvages comestibles est répartie à travers les stades de vie (adultes / enfants) et le genre chez les Betsileos dans le sud des hautes terres de Madagascar en utilisant les données de free listing avec 42 adultes et 40 enfants, équilibrées entre les genres. Nous montrons que les connaissances des plantes sauvages comestibles diffèrent considérablement selon les étapes de vie et le genre et que les enfants ont des connaissances approfondies sur ces plantes. De plus, nous montrons que les connaissances des femmes sont spécialisées dans les espèces herbacées tandis celles des hommes sont spécialisées dans les espèces endémiques. Enfin, nous avons constaté que les espèces introduites étaient plus fréquemment citées par les enfants, tandis que les adultes avaient tendance à citer plus d'espèces endémiques. En outre, nous discutons des implications de l'acquisition de connaissances spécifiques au genre et au stade de vie dans le contexte de l'évolution rapide du climat et de la couverture terrestre dans les hautes terres de Madagascar. Compte tenu de nos résultats, nous encourageons la prise en compte des groupes de détenteurs de connaissances sous-représentés tels que les enfants et les femmes dans les futures études et l'élaboration des politiques.

Décrire ou normaliser les conceptions de la nature chez les autres ? La diversité des conceptions locales confrontées aux récits scientifiques. Le cas des forêts au Vietnam

Christian Culas – Anthropologue CNRS, UMR Art-Dev - Acteurs, Ressources et Territoires dans le Développement, Université Paul-Valéry Montpellier 3
christianculas@yahoo.fr

Cette présentation découle directement de l'observation répétée des grandes différences entre les réalités locales des populations vivant des milieux forestiers au Vietnam et les récits scientifiques qui tentent de décrire et d'analyser ces réalités. D'une part, les réalités locales relatives à la nature sont très diverses, multiformes et flexibles, et elles s'articulent généralement avec d'autres champs de la société locale pour faire sens, selon des modalités encore très mal connues. D'autre part, les récits (sciences biologiques, agronomiques, écologiques, géographie, anthropologie) qui parlent de ces réalités sont le plus souvent limités, en tous cas toujours confinés à certains aspects sélectifs des réalités locales. Malgré les limites évidentes des récits scientifiques, ces derniers ne justifient quasiment jamais ni la nécessité de telles limites ni comment elles ont été conçues. Comme si leurs limites, pourtant manifestes et réductrices, allaient de soi et ne nécessitaient pas de réflexivité épistémologique. Comme le note avec justesse Claudine Friedberg, « d'une façon générale, […] les études [sur les savoirs locaux] sont menées d'un point de vue extérieur à celui des acteurs et sans se préoccuper de la façon dont ces savoirs s'inscrivent dans la conception que ces derniers se font du fonctionnement du monde. »

Constater les limites, les manques et les dénis des logiques scientifiques sur les réalités locales (pratiques, discours et conceptions) n'est, en fait, qu'une première étape. Nous prendrons comme exemples quelques descriptions de relations entre les hommes et les forêts au Vietnam pour montrer la variabilité des niveaux d'adéquation entre les textes et les pratiques locales.

La seconde étape consistera à comprendre ce qui justifie et ce qui permet d'expliquer la récurrence des principales limites dans un large spectre scientifique. Dans le but explicite de les dépasser. Pour cela, je m'appuierai sur l'approche "mésologique" proposée par Augustin Berque pour définir les raisons (épistémologiques, philosophiques et ontologiques) explicatives de ces limites. La mésologie, science des milieux à ne pas confondre avec la science de l'environnement, prend position contre trois composantes majeures de l'ontologie occidentale moderne : le dualisme exclusif des catégories ontologiques, le principe de l'identité du sujet et le principe du tiers exclu.

La dernière étape de cette présentation tentera, à partir d'un dépassement des catégories de l'ontologie occidentale moderne, de proposer des approches scientifiques plus ouvertes capables de décrire, de comprendre et de dialoguer avec certains éléments des savoirs forestiers non-scientifiques, mais souvent fortement empiriques.

Gouverner (par) une plante invasive. Ethnographie des relations entre le *marabú*, les humains et les vaches dans une municipalité rurale de Cuba

Marie Aureille – Doctorante en anthropologie, EHESS, IIAC / ATER en Science Politique à l'Université Paul-Valéry Montpellier 3, Art-Dev
marie.aureille@gmail.com

Le marabú (*dichrostachys cinerea*) est un arbuste invasif et épineux qui prolifère dans les friches agricoles et occupe aujourd'hui près du 10% des terres agricoles à Cuba. Depuis le début du XXème siècle, cette plante est considérée comme un problème public et est érigée en symbole tantôt de l'inefficacité du système de plantations hérité de la colonisation, tantôt des politiques socialistes productivistes et collectivistes. Aujourd'hui, malgré les discours guerriers de la presse officielle cubaine qui prônent l'éradication du *marabú* et héroïsent ceux qui le combattent, les cubains et leurs dirigeants sont contraint de faire avec cette plante. Au-delà des positions unanimes qui déplorent sa prolifération, je propose d'analyser ici comment le *marabú* se transforme en une ressource qui permet à la fois à des personnes marginales de vivre dans les interstices du pouvoir étatique et aux agents de l'Etat de renégocier le contrôle et l'emprise du système socialiste cubain sur le territoire et ses habitants. Comment le *marabú* devient-il le support d'une reconfiguration des relations de pouvoir entre l'Etat Cubain et sa population ?

En suivant le marabú, il s'agit de faire une anthropologie politique attentive à la matérialité des relations entre les humains et les êtres vivants qui composent leur quotidien (plantes invasives, vaches). Cette communication s'appuie sur une ethnographie de 16 mois dans les anciennes plantations d'agrumes de la municipalité de Sandino, à l'ouest de Cuba, désormais recouvertes de *marabú*. Pour les habitants, l'omniprésence du marabú est un rappel quotidien de leur retour forcé à la marginalité et de ce qu'ils interprètent comme un abandon ou une faillite de l'Etat Révolutionnaire. Pourtant, en incarnant une forme de souillure, une transgression de l'ordre social socialiste, le marabú permet la réaffirmation des normes et des valeurs de la société révolutionnaire. Le *marabú* est aussi une ressource pour se construire une vie relativement autonome et s'extraire du système de réciprocité socialiste. Il contribue à créer des espaces d'ingouvernabilité, à rendre illisible pour l'Etat le paysage et les activités qui s'y déroulent. Ces activités (production de charbon de marabú, élevage bovin en semi- liberté, …) en retour favorisent la prolifération du *marabú*. Comme le souligne Paul Robbins en 2004, "it is not species but sociobiological networks that are invasive". Le marabú est enfin un obstacle matériel au développement d'une agriculture paysanne et un enjeu de lutte de basse intensité entre les nouveaux paysans et l'Etat dans le cadre des politiques de décollectivisation. La présence du marabú est un indicateur central pour les dispositifs bureaucratiques de contrôle des terres étatiques distribuées en usufruit. Les agriculteurs eux, imputent à l'Etat la responsabilité de défricher à défaut de leur donner des moyens pour éradiquer le marabú eux-mêmes. Ce faisant, ils questionnent l'organisation du système agricole planifié qui, malgré l'affichage en faveur d'une agriculture paysanne, privilégie dans les faits les entreprises d'Etat et les grandes coopératives de production.

Humanités environnementales et dynamiques locales d'innovation dans les pays du Sud. Enseignements de projets de valorisation du guaraná en Amazonie brésilienne

Mélanie Congretel – MCF en socioécologie de la biodiversité, UMR Espaces et sociétés (ESO), Université Rennes 2
melanie.congretel@univ-rennes2.fr

Divers travaux relevant des humanités environnementales ont pointé certaines limites des efforts déployés depuis le milieu du 20e siècle dans les pays du Sud, notamment en Amérique latine, pour répondre à la « problématique du développement ». Dans les milieux ruraux et forestiers, les politiques de modernisation agricole dans lesquelles s'incarnent une grande part de ces efforts ont contribué localement et contribuent encore à négliger – voire à faire activement disparaître – des savoirs, des pratiques, et plus largement des modes de relations à la nature souvent générateurs de biodiversité. En multipliant les analyses interdisciplinaires des situations de terrain, les humanités environnementales participent à éclairer, d'une part, la diversité de ces relations à la nature et leurs liens avec la dynamique du vivant, d'autre part, les processus d'érosion de la diversité bioculturelle à l'œuvre.

Au-delà, et c'est ce qui nous intéressera particulièrement, elles peuvent contribuer à rendre visibles les dynamiques d'innovation et les stratégies développées par certaines communautés pour défendre ou reconfigurer leurs savoirs, leurs pratiques, et plus largement leurs modes d'existence et de relation à la nature. L'enjeu est fort pour les populations concernées, souvent qualifiées d'ignorantes (des connaissances scientifiques) ou de résistantes à l'innovation, ainsi que pour les écosystèmes avec lesquels elles coexistent. Il s'agit en effet de montrer comment ces groupes s'organisent localement pour trouver leur place dans un monde globalisé, et l'importance de prendre en compte le rôle des « non-humains » dans ces stratégies.

La présentation s'appuiera sur un travail de recherche socio-anthropologique mené entre 2013 et 2017 dans le territoire du Bas-Amazonas au Brésil, auprès de producteurs de guarana (*Paullinia cupana* var. *sorbilis*). Cette plante énergisante, originaire de la région et commercialisée dans le monde entier sous forme de sodas ou de compléments alimentaires, fait localement l'objet de plusieurs projets territorialisés de valorisation, portés par des groupes sociaux distincts : producteurs *caboclos* ou indiens Sateré-Mawé. L'un des enjeux du travail était de comprendre dans quelle mesure ces projets pouvaient coexister sur un même territoire, et dans quelle mesure ils s'articulent ou s'opposent aux injonctions locales de l'agro-industrie, principale utilisatrice du guaraná, à moderniser leur production. Néanmoins, l'approche par les humanités environnementales a permis une caractérisation plus fine et plus innovante de la situation. En combinant analyse ethnobotanique, anthropologique et socio-légale des relations au guarana entretenues par les acteurs de ces différents projets ou de l'agro-industrie, nous avons montré que ces projets ne reposent pas sur des « représentations » différentes d'une même plante, mais bien sur des ontologies différentes du guarana. Celles-ci s'incarnent dans des pratiques de gestion ou de production différentes, qui aboutissent à produire des guaranas différents, dont l'existence revêt des enjeux à la fois écologiques, économiques et politiques (territoriaux). Il s'agit alors de montrer comment les groupes concernés s'organisent pour défendre ces enjeux.

Ar(t)bres : repenser le statut des relations Hommes/Plantes à travers les représentations artistiques et les nouvelles pratiques sociales de la « nature »

Geneviève Michon – UMR SENS - IRD, CIRAD, Université Paul-Valéry Montpellier 3
Genevieve.michon@ird.fr

Depuis quelques années, les végétaux, et en particulier les arbres, les végétaux sont le sujet d'une véritable révolution à la fois dans le domaine cognitif (on ne compte plus les avancées scientifiques sur la « communication » chez les plantes, ou encore sur l'« intelligence des plantes ») et dans le domaine sensible, qui va nous intéresser ici.

On observe en effet une réappropriation récente de l'arbre par les artistes, et en particulier les artistes plasticiens, avec une multiplication des expositions ou des évènements artistiques mettant en scène le végétal. Au-delà de l'arbre lui-même, ces évènements ouvrent la plupart du temps sur divers registres de la relation sociétés/environnement : les conséquences inquiétantes de l'exploitation effrénée des ressources (avec un accent fort sur la déforestation), le changement climatique, l'érosion de la biodiversité.

Cette effervescence artistique autour de l'arbre est intéressante en soi, mais elle ne doit pas être considérée uniquement pour elle-même. En effet, en parallèle, se développent de nouvelles pratiques sociales, multiformes, qui ont en commun un souci de protection des arbres « en danger » (multiplication des initiatives autour de la défense d'arbres qualifiés de « remarquables » ou d'espaces forestiers en voie d'industrialisation, comme le Réseau pour les Initiatives Forestières), le développement personnel et le ressourcement de l'humain par l'arbre (pratiques se reliant à la sylvothérapie), ou encore la « communication » directe avec les plantes.

La multiplication de ces manifestations de tout genre autour de l'arbre interroge. L'arbre devient un « modèle » alternatif à l'idéologie économique et politique dominante : à la domination de l'individualisme et des spéculations à court terme, il oppose une apologie vivante du long terme, de la coopération, du mutualisme, de l'anticipation. Il semble susciter l'émergence de nouvelles manières de sentir, mais aussi de faire, de se relier, de (se) soigner.

En examinant ces pratiques artistiques et sociales autour de l'arbre, nous nous demanderons dans quelle mesure elles constituent une nouvelle étape dans la révolution de notre façon de concevoir notre rapport aux êtres vivants non-humains et au monde qui nous contient. Après les interrogations sur le « bien-être animal », la prise en compte de l'altérité totale de l'arbre serait-elle la prochaine étape de ce « tournant ontologique » qui nous amène à revoir notre place sur notre petite planète ?

Développement des cultures de rente et implications socio-environnementales dans le département de Dabou (Côte d'Ivoire)

Meless Siméon Akmel – Université Alassane Ouattara, Bouaké
melessovsky@yahoo.fr

Au lendemain des indépendances, la Côte d'Ivoire a axé son développement sur l'agriculture, particulièrement le binôme café-cacao. Elle occupe actuellement la 11è place en ce qui concerne le café selon Commodafrica, et la première place pour ce qui est du cacao. Avec la chute du prix de ces produits d'exportation, la diversification des cultures est apparue comme une solution à l'hémorragie financière. Ainsi, le palmier à huile (1963), l'hévéaculture (1988) ont été associés au binôme café-cacao. Pour sortir de la pauvreté, les odjukru (peuple de la basse Côte d'Ivoire) sont impliqués dans l'exploitation des cultures de rente, particulièrement le palmier à huile et l'hévéaculture.

L'objectif de cette communication est d'analyser les représentations sociales et l'impact des cultures de rente dans le département de Dabou. Pour y arriver, l'étude à la fois qualitative et quantitative repose sur une approche méthodologique, qui consiste en une enquête sur le terrain, auprès de 100 personnes. Elle a mobilisé la théorie de la représentation sociale et l'analyse dialectique pour approfondir les données.

L'étude explique, d'abord les imaginaires odjukru liés à l'exploitation des cultures de rente. Puis, elle analyse la déforestation et les conflits fonciers occasionnés par l'accaparement des terres. Enfin, l'étude explique les risques d'insécurité alimentaire et de disparition des plantes médicinales et les maladies dans le département de Dabou ; d'où la nécessité d'une relecture de la politique agricole en Côte d'Ivoire.

La forêt ivoirienne entre impératifs économiques et nécessité écologique : de 1920 à nos jours

Tanoh Raphaël Bekoin – Historien, Université Alassane Ouattara, Bouaké
bekyoro@yahoo.fr

La forêt constitue l'une des ressources importantes de l'économie de Côte d'Ivoire. Sa densité et la diversité de son essence ont favorisé précocement son exploitation dès le début des années 1920. Cette logique économique qui a survécu au-delà de la colonisation a appauvri le couvert végétal ivoirien. De 16 millions d'hectares en 1960, la superficie de la forêt ivoirienne atteint aujourd'hui à peine 2 millions. Cette dégradation pose à long terme des problèmes environnementaux et de survie du pays. Effet, la forêt constitue un élément important par sa biodiversité. Sa dégradation continue peut affecter l'équilibre du couvert végétal, accélérer la désertification du pays et affecter le rythme des saisons le climat. Au plan économique, le gain économique tiré d'une telle dégradation pouvait être lourd de conséquence pour la Côte d'Ivoire. Cette prise de conscience du rôle de la forêt, en tant que partie intégrante de l'équilibre de l'homme, a changé la perception à l'égard de ce milieu naturel, objet des appétits économiques. Conscient que les ressources forestières ne sont pas inépuisables et leur destruction incontrôlée peut créer un désordre environnemental, la forêt devient un patrimoine à préserver. L'homme ne peut vivre indépendamment de la forêt. L'État devient un acteur important de la survie de ce patrimoine naturel en créant des structures, en formant des brigades pour la forêt, en classant pour le long terme des milliers hectares de forêts contre les prédations humaines. En outre, les forêts sacrées, forme ancestrale de préservation du milieu naturel, sont valorisées et plébiscitées En dépit de cette initiative et des mesures pour préserver l'espace forestier, la forêt continue de se dégrader. L'urbanisation et la logique agricole à outrance pousse les populations à investir les forêts. De l'autre côté, l'État a de la peine à s'imposer. Le problème de la forêt ivoirienne est une question environnementale, de survie et d'inquiétude.

La question qui se pose est de savoir comment, de l'État colonial et à l'État post-colonial, a été recherchée la conciliation entre exploitation économique de la forêt et sa préservation. L'intérêt de cette question est de montrer le paradoxe dans lequel se trouve la Côte d'Ivoire face à ce milieu naturel. Depuis la période coloniale à nos jours, les gouvernants à des degrés divers ont tenté de concilier économie et écologie. Notre approche pour comprendre et expliquer cette réalité s'inscrit dans une perspective historique. Elle veut explorer les sources d'archives et les écrits divers sur la question.

Session 5 -
Arts, lettres et action collective au prisme des humanités environnementales

Mettre en scènes un autre récit fondateur, celui de l'émergence des communs tissés autour de la terre et des ressources qu'elle porte

Sigrid Aubert – UMR SENS - Cirad, IRD, Université Paul-Valéry Montpellier 3
sigrid.aubert@cirad.fr

Geneviève Fontaine -–TETRIS, Grasse
recherche@scic-tetris.org

Philippe Chemla – TETRIS, Grasse
p.chemla@scic-tetris.org

Samuel Fallet – Évaléco, Le Bar-sur-Loup
samuel@evaleco.org

Christophe Giroguy – TETRIS, Grasse
c.giroguy@scic-tetris.org

Sébastien Bergery – Les Trottoirs du Hasard
sebastien.bergery@gmail.com

Nicolas Gaidet – UMR SENS - Cirad, IRD, Université Paul-Valéry Montpellier 3
nicolas.gaidet@cirad.fr

Partant de l'intérêt de promouvoir, dans le cadre d'une coopération territoriale renouvelée, une approche par les communs de la terre et des ressources qu'elle porte, il semble que l'élaboration d'un récit fondateur alternatif à celui porté par le modèle dominant s'impose. Dans cette perspective, les scientifiques se mobilisent, mais le langage qu'ils utilisent ou encore les postulats implicites qu'ils adoptent, peinent à produire un récit fondateur appropriable et approprié. Il est alors fait appel aux acteurs du vivre ensemble, bâtisseurs, artistes, sachants, sentinelles, rebelles ou infiltrés pour coproduire des réponses singulières à la crise de la sensibilité. Il s'agit de faire commun pour produire un récit fondateur alternatif, des cartes mentales ou sensibles permettant aux citoyens d'expérimenter et d'éprouver les liens, de se projeter dans la réactualisation de leur projet de territoire et de l'investir.

Pour ce faire, les jeux de rôles, le théâtre et l'audio-visuel notamment permettent de solliciter les imaginaires pour reconstruire notre rapport au vivant, humain ou non, aux milieux et aux territoires. Les mises en scènes et en arènes éprouvées dans le cadre de tiers lieux permettent l'émergence d'une action collective dont l'objectif est de cultiver les solidarités sociales et écologiques. Une série de résidences poïétiques permet, chemin faisant, de planter les personnages, le décor et la trame des récits fondateurs que l'on se propose de co-construire pour réellement habiter nos territoires…

Le dessin comme compagnon d'une approche bioculturelle ; exemple du portrait de la flore des vignes et des pratiques chez les vignerons de Gaillac

Mélanie Roy – Laboratoire Evolution et Diversité Biologique (UMR 5174), Université Toulouse III – Paul Sabatier/CNRS/IRD, Toulouse / Instituto Franco-Argentino para el Estudio del Clima y sus Impactos (UMI IFAECI/CNRS-CONICET-UBA-IRD), Universidad de Buenos Aires, Ciudad Autonoma de Buenos Aires
melanie.roy@univ-tlse3.fr

Sophie Caillon – CEFE, Université Montpellier, CNRS, EPHE, IRD, Université Paul-Valéry Montpellier 3
Sophie.caillon@cefe.cnrs.fr

Depuis que le vignoble français entame une transition agroécologique, « l'herbe » (re)prend sa place entre les pieds de vigne ; les relations entre les viticulteurs et la flore locale évoluent. Pour étudier ces relations, nous avons initié un projet à l'interface entre ethnobotanique et écologie, selon une approche bioculturelle pour questionner les pratiques agricoles et inventorier la flore des vignes.

Une approche artistique, en dessinant chaque enquête sous forme de croquis aquarellé, nous a permis de dépasser une recherche descriptive et toucher les rapports sensibles qu'entretiennent les viticulteurs avec leurs plantes, leur domaine et le territoire de Gaillac. Cette pratique du dessin - classique des anthropologues et des botanistes - s'est révélée un véritable émulateur des échanges entre vignerons et chercheurs, et est devenu un élément de liaison entre les différentes étapes de la co-construction du projet. En effet, le dessin, en soulignant les points d'attachement et de perception du sensible, ne touche pas le seul viticulteur mais pousse le chercheur-dessinateur à questionner sa posture à l'aide d'un travail réflexif. Cette pratique artistique a permis d'effacer la hiérarchie enquêteur-enquêté, d'instaurer un retour de résultats plus immédiat que celui des publications scientifiques.

Nos conclusions sur l'apport du dessin dépassent le champ des vignes ou de l'écologie, et illustrent l'intérêt des médias artistiques dans l'instauration du dialogue entre chercheurs et enquêtés sur le terrain par un repositionnement théorique et sensible des enquêteurs-chercheurs.

La place du dessin dans les humanités environnementales

Simon Estrangin – Géographe-peintre, 217 chemin des roures 38740 Entraigues
simon.estrangin@netcourrier.com

Marginalisé au cours du XX° siècle par les milieux scientifiques, alors qu'il était autrefois un outil fréquent, le dessin semble connaître un renouveau en ethnologie, géographie, botanique et dans de nombreux autres domaines de la connaissance.

L'auteur de cette communication est géographe-peintre. Il s'est penché ces dix dernières années sur l'histoire du dessin géographique (et dans les champs voisins) et construit une œuvre graphique (aquarelle, carnet de voyage, poèmes illustrés). En s'appuyant sur les ressources culturelles principalement de la géographie (mais avec de nombreuses incursions dans d'autres champs scientifiques : zoologie, botanique, géologie, archéologie, ethnologie…) et sur sa propre expérience, il cherchera dans cette communication à répondre à la question suivante : sciences et dessins peuvent-ils aujourd'hui se croiser pour affiner et élargir notre rapport au monde ?

Il proposera d'abord un bref aperçu historique sur la place du dessin dans les sciences afin de montrer que si le XX° a vu cette pratique marginalisée, elle a montré un potentiel très riche aux XVIII° et XIX° s. (on pensera aux savants naturalistes voyageurs et peintres du dehors) et est de nouveau interrogée aujourd'hui (par la bande dessinée notamment).

A travers des cas concrets et variés (F. Schrader, R. Hainard, F. Hallé, F. Brunois, J.-P. Allix, C. Seignobos...) il montrera comment le dessin n'a pas seulement permis aux scientifiques d'avoir connaissance du monde mais aussi de faire connaissance avec lui. A quelles conditions ? De quelles façons ? Avec quelles conséquences ? Quels effets ? L'enjeu de ce type de dessin est-il de modifier une géographicité, une composition de monde ?

Enfin, il se demandera comment cette pratique personnelle peut avoir un effet collectif ? Il examinera deux pistes : le partage de l'œuvre du scientifique-artiste avec un public, mais aussi la possibilité d'avoir une éducation à ce type de dessin. Il évoquera à cette occasion son travail d'auteur mais aussi d'enseignant auprès de lycéens, et il parlera enfin du travail qu'il effectue actuellement à la Maison du Dessin de Découverte qu'il vient d'ouvrir (découvrir les lieux par le dessin, le dessin par les lieux).

Sur un plan théorique seront mobilisées les pensées de C. Castoriadis (poïétique et imagination), H. Maldiney (phénoménologie et rencontre), F. Roustang et J.-F. Billeter (régime d'activités), K. White (géopoétique)...

Réalités émergentes, possibles, désirables : comment les nommons-nous ?

Agata Jackiewicz – Praxiling, Université Paul-Valéry Montpellier 3
Agata.Jackiewicz@univ-montp3.fr

Olivier Kraif – Lidilem, Université Grenoble Alpes
olivier.kraif@univ-grenoble-alpes.fr

Yumeng Ding – Lidilem, Université Grenoble Alpes
yumengding21@gmail.com

Comme le note le sociolinguiste Philippe Blanchet, « nommer c'est imposer un point de vue : la nomination (le fait de nommer quelque chose d'une certaine façon, avec un certain nom, une certaine expression) consiste à exprimer au moins implicitement l'idée que l'on s'en fait ainsi que le point de vue, le type de rapport au monde, depuis lequel on nomme et on s'exprime. » Dans un contexte de transition et de mutation socio-politique, et pour éviter d'enfermer la pensée dans des nominations « préimposées » et verrouillée par le pouvoir politique, il est stratégique d'observer avec soin les usages émergents susceptibles de porter des concepts et des praxis alternatives. Au plan linguistique, par nomination, on entend le processus qui va de la désignation libre émergente d'un nouveau concept, à son éventuelle stabilisation sous la forme d'une dénomination adoptée par l'ensemble des locuteurs.

Dans cette communication, nous proposons des pistes pour identifier des nominations émergentes renvoyant à des objets considérés comme désirables, dans l'espace du débat public. On s'intéresse ainsi à des nominations telles que ville durable, ville cyclable, ville vélo-friendly, ville éco-intelligente. Ce travail contribue à la mise en place d'une méthode outillée permettant l'observation des processus de nomination à l'œuvre dans la catégorisation des réalités sociales (projet ANR TALAD).

Pour mener cette étude, nous avons réuni un corpus de débats citoyens (issu du Grand débat et du Vrai débat), de documents de travail pour la Convention citoyenne pour le climat ainsi que d'articles de presse sur la période 2018-2020. Outre les approches classiques consistant à identifier les expressions émergentes en fonction de leur spécificité textométrique, nous proposons deux approches novatrices :

- d'une part, ces nominations étant souvent caractérisées par des indices co-textuels (guillemets, métadiscours, prise en charge énonciative), permettant d'expliciter le sens ou d'en signaler la nouveauté, nous avons constitué un corpus annoté à partir duquel nous avons entrainé un classifieur permettant d'identifier automatiquement ces contextes utiles pour l'identification de nouvelles nominations.
- nous évaluons également une approche distributionnelle basée sur un modèle préentrainé du français, FlauBERT, qui produit des représentations vectorielles contextualisées.

Tout comme Cassier, nous faisons l'hypothèse qu'une nouvelle nomination peut être caractérisée par une moins bonne prédictibilité dans le modèle de langage. Nous présenterons les résultats expérimentaux, les ressources produites, ainsi qu'une carte heuristique des objets désirables révélés par les débats citoyens.

Des humanités écologiques pour une éducation transformative : l'éco-narration comme construction du sens à l'ère de l'incertitude

Angela Biancofiore – Professeure en études italiennes, Université Paul-Valéry Montpellier 3
angela.biancofiore@yahoo.fr

Depuis le début de la pandémie de Covid 19 (février-mars 2020) l'humanité fait l'expérience d'un *rite de passage global,* sur le plan individuel et collectif : cette situation de grands changements est potentiellement une occasion pour transformer notre relation au vivant.

La crise mondiale que nous vivons nous amène à comprendre que la vision anthropocentrique qui a marqué une partie de notre histoire n'est plus adaptée à un monde en rapide transformation dans lequel l'humain est en interaction constante avec le non-humain. Aujourd'hui la perception des zoonoses dans le sens commun a changé ; nous pouvons voir que les virus ont depuis toujours joué un rôle majeur dans l'évolution de la biosphère, participant à la progressive transformation de notre ADN.

Notre communication, fondée sur le concept de *Soi écologique* (Arne Naess) et de *savoir situé* (Deborah B. Rose), entend mettre en évidence ce que nous pouvons apprendre de la pandémie de coronavirus si nous nous situons dans la perspective d'un monde interdépendant. Nous sommes intimement reliés au *monde-plus-qu'humain* (Abram), mais nous en avons oublié le langage : la littérature, et précisément la narration, est l'une des voies qui nous conduit à une nouvelle vision du vivant, puisqu'elle touche notre sensibilité à la fois sur le plan émotionnel et cognitif agissant sur notre mode de connaissance du monde.

L'acte d'écrire, comme exercice de vérité dans le sens de Foucault, est une manière de *rendre le monde habitable* : lorsque les certitudes disparaissent, lorsque l'ancien monde décline, un nouveau rapport à la réalité émerge à travers l'écriture : celle-ci devient *éco-narration*, c'est-à-dire narration d'un *oikos* conçue comme pratique d'*encapacitation*, une manière de rendre le monde familier et habitable pour retrouver le sens dans une époque d'incertitude. A partir de cette réflexion, nous allons présenter les résultats d'une recherche action dans le cadre du programme *Econarrative* soutenu par la MSH-SUD de Montpellier : *la narration comme facteur de résilience et de sollicitude face aux crises environnementales et sanitaires.*

« Ce que voir veut dire » dans le cinéma japonais d'après Fukushima. Approche critique et philosophique d'un corpus écocinématographique

Elise Domenach – Institut d'Asie Orientale, Ecole normale supérieure de Lyon
elise.domenach@ens-lyon.fr

Dans cette intervention je propose de revenir sur la méthodologie qui porte mon travail sur le cinéma d'après Fukushima, et sur l'hypothèse philosophique centrale qu'elle m'inspire pour éclairer le corpus précis des films réalisés au Japon entre 2011 et 2013 sur la catastrophe nucléaire de Fukushima. Cette hypothèse concerne la centralité d'une réflexion sur la vision, qui interroge la place du spectateur dans le spectacle de la catastrophe de Fukushima et la possibilité d'éduquer notre regard ou notre attention au nucléaire tel que vécu dans ses impacts quotidiens sur nos vies, par le biais des films eux-mêmes. L'approche philosophique en écocritique me semble se justifier d'une philosophie de l'expérience humaine en un sens renouvelé ; non plus au sens d'un anthropocentrisme que l'écocritique propose de dépasser, mais au sens d'une conscience de notre perception située du monde, qui ouvre ainsi à la conscience d'une diversité de points de vue. C'est pourquoi je m'inscris au plan méthodologique dans la suite des philosophes et artistes de Harvard Stanley Cavell et Lucien Castaing-Taylor (*Sweetgrass, Leviathan,* etc.) pour interroger par le cinéma notre point de vue situé sur le monde.

Je propose de m'arrêter sur deux films qui permettront de présenter l'alternative -que je propose de considérer comme « sceptique », au sens que Cavell donne au scepticisme - entre un cinéma qui se fascine du spectacle de la destruction et un cinéma qui se saisit de cette situation radicale de tournage et de montage qu'implique la catastrophe pour élaborer des voies de résistance et d'éducation de notre attention. Ces deux films sont *Tracing the Future : Photographer Naoya Hatakeyama* de Hatakeyama Yohei (2015) et *Voices from the Waves. Ishinomaki* de Ko Sakai et Ryusuke Hamaguchi (2013). Ce corpus pose éminemment la question philosophique de 'ce que voir veut dire' au cinéma.

Eco-art et "esthétique verte" : une sensibilité écologique renouvelée dans l'art italien contemporain

Roberta Serra – Doctorante, "Etudes romaines" (spécialité "Etudes italiennes"), laboratoire ReSO, Université Paul-Valéry-Montpellier 3
roberta.serra3@gmail.com

À travers cette communication, nous souhaitons investiguer l'évolution dans l'art italien de la conception d'environnement, entendu comme un système complexe et multiforme chargé de possibilités créatives et esthétiques inédites à l'époque contemporaine. Cela par une approche interdisciplinaire, interpellant non seulement l'histoire de l'art, mais également d'autres disciplines fondamentales comme la sociologie, l'anthropologie et les études environnementales. Au-delà des œuvres faisant ouvertement référence aux changements et aux désastres environnementaux qui jalonnent les espaces d'art du contemporain, nous souhaitons mettre en valeur les traces, parues à partir du XXème jusqu'au XXIème siècle, d'une sensibilité écologique renouvelée dans la production artistique italienne. Cette vision, considérée par Loïc Fel en tant qu'expression d'une nouvelle " esthétique verte ", a mis en lumière l'influence de l'écologie sur la production artistique et la culture de la Péninsule. Ce processus passerait par l'attribution d'une place plus large à l'interaction entre homme et nature, dans la visée d'une réconciliation possible à travers l'œuvre d'art.

Si les traces de cette conception se sont concrétisées, au cours du XXème italien, en une tentative d'affectation du paysage par l'artiste (voir le *Land art* italien et l'œuvre de Michelangelo Pistoletto, ou celle des créateurs de l'*Arte povera* et d'artistes comme Giuseppe Penone), cette esthétique déploie aujourd'hui tout son potentiel et apparaît de plus en plus liée aux nouvelles technologies. Des nouveaux créateurs s'imposent sur la scène artistique actuelle de la Péninsule, comme Giorgia Lupi, pionnière de l'*information design* appliqué aux thèmes environnementaux. Comme elle, Giuliano Mauri, Eugenio Tibaldi, ou Andreco montrent la volonté de créer un nouveau discours esthétique autour de l'environnement, conjuguant science, réflexion esthétique-éthique, nouvelles technologies, enjeux politiques et écologiques.

Le cas italien apparaît en ce sens releveur de la propagation de cette "vision verte" à l'époque contemporaine. En effet, au-delà des actions d'avant-garde menées dans des pays considérés comme précurseurs de l'éco-art, qui se sont concrétisées dans l'œuvre bien connue d'artistes tels qu'Olafur Eliasson, nous souhaitons remettre au centre de la discussion le contexte italien, ses spécificités et ses liens avec ces mouvements artistique-environnementaux internationaux.

Enfin, à travers l'exemple de l'art, nous désirons surtout proposer une réflexion plus large sur l'apparition d'un nouveau paradigme écologique culturel, sur la possibilité d'une lecture poétique des grands thèmes soulevés dans le débat contemporain relatifs à la situation environnementale actuelle, ainsi que sur les nouvelles possibilités créatives liées à ce discours, par le biais des nouvelles technologies.

La nostalgie de l'absolu

Patrice Halimi – Co-fondateur de l'association Santé Environnement France (ASEF), Aix en Provence. Chirurgien orthopédiste pédiatre. Maternité de l'étoile, Puyricard
dr.halimi@me.com

Je ne suis pas un écologiste de naissance ni de formation. Mon engagement dans ces thématiques est apparu dans le cadre de mon activité professionnelle. Je suis un médecin et la santé environnementale a été une évidence dans ma pratique. J'ai participé à la création de l'association Santé Environnement France (ASEF). Notre association est la principale association de professionnels de santé sur cette thématique. Du PCB que nous avons dosé dans les populations du Rhône, à la qualité de l'air dans les crèches que nous avons dénoncé, les thèmes ne manquaient pas (https://www.asef-asso.fr/nous-connaitre/nos-actions/). Il s'agissait d'une forme d'œuvre au noir car nous proposions des pratiques pour lutter contre des maladies évitables. Mais malgré la rationalité de nos discours dans le champ de la santé, je mesurais mon impuissance à la mise en œuvre de changement radicaux (au sens étymologique du mot). Au bout d'une expérience de plus de 10 ans sur le thème sante environnement, il m'a semblé important de tenter de réfléchir à l'origine de cette impuissance.

Mon exigence de rationalité se heurtait à un imaginaire d'invulnérabilité. De la santé à l'écologie, j'ai toujours fait le même constat, celui de l'importance et de la prégnance de la question environnementale, les implications d'un bouleversement sociétal qu'implique cette question qui renvoie l'écologie à une forme de sotériologie. Nos sociétés occidentales ont été fondées sur des fictions suprêmes que sont Socrate et Jésus. Ces métarécits ont été modifiés par des messianismes ultérieurs comme le marxisme. Dans l'ensemble de ces fictions une théorie de salut était en action. De la cité de Dieu de Saint Augustin au Capital marxiste un monde meilleur était proposé aux Zélotes et promettait un monde meilleur. Du torse archaïque d'Apollon qui selon Rilke, dans son poème, demande à changer sa vie, des injonctions d'un christianisme des béatitudes, des milles vierges d'une sourate sur interprétée à une société sans classe communiste ; les bouleversements de vie de société de morale que ces doctrines prônaient, étaient couronnées d'un avenir, dans ce monde ou dans un arrière-monde, radieux. L'ensemble des pratiques artistiques étaient tendus vers ce préférable absolu.

L'écologie vis-à-vis des défis du climat, de la biodiversité, de la préservation des ressources pour ne citer qu'eux ne demande pas une conversion moins radicale. Quelle fiction proposer ? La terre mère Gaïa, concept des années 1990 développée par le climatologue James Lovelock, est un essai qui ne semble pas se transformer. La rhétorique même d'un Hans Jonas de la conservation d'une vie « authentiquement humaine » peine à faire fiction pour des générations gavés au consumérisme. Les artistes commencent à décrire la toxicité de nos modes de vie mais au-delà d'un idéal au douanier rousseau peu de productions étayent un embryon de métarécit.

Si Dieu est mort Gaia ne l'a pas remplacé. Quelle mythologie écologique peut naitre pour emporter et accompagner le changement que la majorité trouve nécessaire. Les lumières de la raison semblent faibles devant le déficit de thumos vert, décrit par Platon. Les super-héros de Marvel sauvent la terre d'extraterrestres terrifiants mais pas d'elle-même. Ce déficit d'absolu est peut-être le frein aux changements ? Sans mythe pas d'Amérique et il ne nous reste selon la belle expression de Marx que l'argent comme puissance aliénée de l'humanité. Aujourd'hui ou la place de l'homme dans son environnement entre prédateur vorace ou victime d'un virus pandémique est floue, il me semble important de reposer la question de la transcendance non pas comme seulement faire religieux mais dans les champs des humanités que je qualifierai d'environnementales. Il nous manque sans doute un Chateaubriand pour écrire un génie de l'écologie. Pouvons-nous nous passer d'un absolu vert ou bleu ?

L'art peut-il sauver la planète ?

Charlotte Mariel – UPEC, Céditec
Charlotte.mariel@iutsf.org

Coralie Nicolle – UPEC, Céditec
coralie.pereiradasilva@iutsf.org

Derrière ce titre un peu aguicheur nous nous posons humblement la question suivante : qu'expriment les artistes sinon la question de l'être et de son rapport à l'univers, au monde, à la nature comme environnement, habitat et espace de vie ?

Les artistes représentent, imitent, expriment, idéalisent parfois, la nature. Là où nous parlons de motif en esthétique et en art, nous parlons d'objet d'étude et de modélisation en science. La rupture épistémologique apparaissant avec le concept d'expérimentation en art et en science au 19e siècle a pour conséquence une porosité de plus en plus marquée entre ces deux champs. À la fois de manière sensible et intelligible et au confluent des arts et des sciences, les enjeux d'aujourd'hui se tournent vers des préoccupations environnementales : changement climatique, biodiversité etc… L'écologie devient alors le cœur d'enjeux esthétiques, poétiques, sociologiques, philosophiques, politiques et scientifiques.

À travers l'étude de quelques œuvres d'art contemporain nous tenterons d'aborder la complexité de ces enjeux en montrant les manières dont les artistes se mobilisent pour traiter, vulgariser, rêver et sensibiliser les enjeux écologiques.

Si les artistes expriment un certain état de l'homme et du monde, c'est qu'il semble nécessaire de toujours réinterroger la différence anthropologique et les liens entre l'homme et la nature. Qu'advient-il lorsque l'expression artistique est saisie pour interroger voire alerter sur l'avenir du vivant ? La vulgarisation peut-elle relever d'une intention militante ? L'artiste est-il un lanceur d'alerte comme un autre ? Qu'est-ce que les utopies et dystopies nous disent des enjeux climatiques et du rapport de l'humain à la nature ? Comment représenter la réalité et ses alternatives ? Au confluent d'approches esthétique, philosophique et sociologique, nous proposons d'explorer le rôle de l'art dans les réflexions sur les enjeux écologiques et de sa relation avec la science. Lorsqu'il s'agit de sensibiliser, quelle place occupe l'expérience esthétique, quelle appréhension du monde permet-elle et comment s'articule-t-elle avec un discours d'expertise ?

Pour répondre à ces questions, nous nous appuierons sur deux expositions ayant eu lieu à la Fondation EDF : « Climats artificiels » (2016) interrogeant les changements climatiques (Hicham Berrada, Hans Haacke, Ange Leccia…) et « Courants verts » (2020) interrogeant la manière dont l'art s'engage pour le combat de l'environnement (Joseph Beuys, Barbara et Michael Leisgen, Lucy et Jorge Orta, Sarah Trouche, Nicole Dextras, Jéremy Gobé, Nathan Grimes…). En tant qu'œuvres singulières, elles nous permettront d'explorer les liens entre art et science, les représentations de l'écologie et de définir plusieurs positionnements artistiques. Ces œuvres articulées au sein d'une même exposition forment en outre un dispositif. Nous montrerons à travers son analyse, la façon dont la revendication d'une approche artistique, expressive et sensible, peut être mobilisée (et détournée ?) dans d'autres espaces et par d'autres acteurs à des fins stratégiques et politiques.

L'art de proposer de nouvelles médiations territoriales entre société et environnement : lectures croisées autour de l'étude de cinq structures artistiques rurales d'Italie du Nord

Greta Tommasi – Université de Limoges, UMR GEOLAB CNRS, Limoges
greta.tommasi@unilim.fr

Sylvain Guyot – Université Bordeaux Montaigne, UMR Passages CNRS, Pessac / Institut Universitaire de France
Sylvain.guyot@cnrs.fr

Cette communication se donne pour projet de mettre en perspective la capacité qu'ont plusieurs structures d'art contemporain, toutes localisées dans les espaces ruraux d'Italie du Nord, de participer au renouveau du regard porté sur les rapports entre environnement et société. NAHR (Lombardie), Arte Sella (Trentin-Haut-Adige), Selv'art et Parco del Sojo (Vénétie) et la Fattoria di Celle (Toscane) ont en commun d'inviter des artistes préoccupés par les questions environnementales et souhaitant créer des œuvres ou des projets artistiques contemporains au cœur des espaces de campagne ou de moyenne montagne d'Italie du Nord. Ces structures artistiques ont des trajectoires artistiques et historiques différentes : création d'œuvres d'art moderne environnemental *in situ* dès les années 1970 à la Fattoria di Celle dans la campagne toscane versus création de projets artistiques pluridisciplinaires très contemporains à portée écologique à NAHR dans les montagnes au-dessus de Bergame, en passant par une institutionnalisation du *land art* en pleine nature pour Arte Sella dans les montagnes de la Valsugana près de Trente. Par conséquent, ces structures mobilisent des représentations et des définitions de l'environnement naturel variables, aboutissant à des processus de médiation territoriale distincts et diversement reçus par les différents publics et les acteurs locaux.

Quelle est la manière dont ces structures d'art contemporain en prise avec les questions de l'*in situ* et de l'écologie redéfinissent les rapports entre environnement naturel et société ? Quels dispositifs territoriaux (résidence, jardin, parc, sentier etc.) mettent-ils en place pour donner à voir et proposer de nouvelles formes de médiation territoriale autour de ces « nouveaux rapports » entre environnement et société ? Sont-ils à l'origine de nouvelles dynamiques environnementales locales ? Cette communication se propose de partager les résultats de deux terrains successifs ayant eu lieu en 2021 (terrain virtuel sous forme d'entretiens à distance en avril, puis terrain *in situ* en Italie du Nord en juin basé sur des rencontres avec les directeurs artistiques des structures mentionnées, certains artistes, les publics et les populations locales).

Le festival contre le barrage. Mise en art *in situ* et mobilisation environnementale dans les montagnes du Pinde (Epire, Grèce)

Sylvain Guyot – Université Bordeaux Montaigne, UMR Passages CNRS, Pessac / Institut Universitaire de France
Sylvain.guyot@cnrs.fr

Isabelle Sacareau – Université Bordeaux Montaigne, UMR Passages CNRS, Pessac
Isabelle.sacareau@cnrs.fr,

Véronique André-Lamat – Université Bordeaux Montaigne, UMR Passages CNRS, Pessac
veronique.andre-lamat@cnrs.fr

Cette communication a pour objectif de mettre en perspective, à travers l'exemple des montagnes du nord de la Grèce, comment les pratiques artistiques peuvent être entendues comme un catalyseur de la mobilisation collective au service de la protection de l'environnement. Cet exemple est un des terrains du programme de recherche ADONA s'intéressant au rôle de la mise en art in situ - et de son système d'acteurs associé - pour réactiver et faire progresser le front écologique au sein des espaces périphériques de la planète. L'exemple grec met en scène un festival artistique (Festival de Vovousa), une des dernières rivières sauvages des Balkans (l'Aoos) et des projets de construction de grands barrages au cœur du parc national du Pinde. Après la construction d'un premier barrage dans les années 1980 au niveau des sources de l'Aoos non loin de la localité montagnarde de Metsovo, un autre projet d'envergure nationale s'est imposé dans le débat public dans les années 1990 pour barrer les eaux du premier affluent de l'Aoos. Après une mobilisation environnementale « classique » (action de l'ONG Moutain Wilderness), c'est un collectif d'artistes locaux - vivant en partie à Athènes - et d'habitants de Vovousa (un des nombreux villages de montagne – à 1000 m - de la minorité Valache / Aroumaine de Grèce du Nord) qui a pris le relais de la mobilisation environnementale depuis 2015. Ils organisent tous les étés un festival artistique pluridisciplinaire à portée culturelle et scientifique (photographie, cinéma, musique, archéologie, écologie etc.) ayant pour objectif de proposer des contenus éducatifs sur l'environnement local, et des créations artistiques résolument in situ en résonnance avec le village de Vovousa, la rivière Aoos et les montagnes avoisinantes. Durant l'année (sauf l'hiver), des résidences artistiques sont organisées. Cette communication est basée sur les premiers résultats issus de 4 missions ayant eu lieu sur place en 2020 et 2021 lors des différents déconfinements, et ayant permis de réaliser un corpus d'entretiens avec l'ensemble des acteurs en présence. Le festival est co-organisé par les habitants, qui, par ce biais, essayent de tenir tête au passage en force des autorités nationales et régionales grecques pour développer à tout prix la production d'énergie, parfois au mépris des labels de protection déjà en vigueur. Plusieurs propositions artistiques du festival 2021 seront analysées pour dégager les ressorts esthétiques de cette mobilisation environnementale dont l'effet à court-terme est aussi d'assurer une visibilité écologique et identitaire à cette vallée montagnarde isolée.

Changement de regards sur la nature face à l'élévation du niveau de la mer : la place des digues dans la protection des marais côtiers atlantiques

Olivier Crouzel – Artiste plasticien indépendant
ocrouzel@gmail.com

Sylvie Ferrari – Economiste écologique, UMR GREThA, CNRS, Université de Bordeaux, Pessac
sylvie.ferrari@u-bordeaux.fr

Anne Gassiat – Ingénieur-chercheur Géographe, INRAE, Unité de Recherche ETBX, Cestas
anne.gassiat@inrae.fr

Jean-Christophe Lemesle – Coordinateur de la Réserve Naturelle Lilleau des Niges et de la maison du Fier, Les Portes en Ré
jean-christophe.lemesle@lpo.fr

L'objet de la communication vise à questionner les rapports entre les humains et les littoraux dans un contexte d'élévation du niveau de la mer. La recherche prend appui sur une collaboration entre des scientifiques (géographie et économie écologique), des artistes (vidéo et texte poétique) et des gestionnaires d'espaces naturels. La collecte des matériaux artistiques et scientifiques s'est concentrée sur trois marais côtiers des Charente-Maritime : le marais du Fier d'Ars (Île de Ré), le marais de Tasdon (Ville de La Rochelle) et le marais de Moëze- Brouage (sud de Rochefort). Elle s'est déroulée sur chacun des terrains en présence de la géographe et de l'artiste de 2019 à 2020 grâce à des entretiens semi-directifs auprès d'une vingtaine d'acteurs (associatifs, institutionnels, privé et public) et des prises de vidéo. L'analyse des discours et des images ont permis la mise en lumière d'éléments à la fois cognitifs et sensibles, qui a donné lieu à une installation vidéo et sonore intitulée « des digues et des hommes » et exposée à la Maison du Fier sur l'Île de Ré depuis septembre 2020 (Projet DIGUES réalisé avec le soutien financier de l'Agence nationale de la recherche (ANR), dans le cadre du programme investissements d'avenir, au sein du LabEx COTE (ANR-10-LABX-45). La représentation des digues est au cœur de l'œuvre artistico-scientifique en permettant d'observer autrement la place que l'homme laisse à la nature dans ses aménagements. Les digues illustrent notre relation au monde, saisie avec ses forces et ses faiblesses : élever des murs pour se protéger des submersions marines ou laisser revenir la nature en laissant s'effondrer les murs. La seconde solution a été choisie dans deux des marais côtiers (Fier d'Ars et Moëze-Brouage) et questionne sur le devenir de la nature quand la mer monte. Les investigations menées à partir des entretiens permettent aussi de saisir les enjeux d'adaptation au changement climatique à partir d'une réflexion orientée par l'éthique environnementale. Les relations à la nature et les représentations qui leur sont associées orientent les discours comme les actions, les décisions de protection ou de conservation des éléments naturels jugés sensibles, voire irremplaçables. Cette perspective conduit également à s'interroger sur les dimensions spatiale et temporelle qui façonnent les marais, qui les délimitent et qui les bordent en élevant des frontières physiques avec des digues. Au final, il s'agit de questionner les modes d'adaptation à la montée du niveau de la mer en confrontant les différentes représentations de la nature et des liens qui la rattachent aux humains.

Formes d'engagement et de militantisme écologique en région Occitane. Projet PROSE

Ali Wafdi – Praxiling, Université Paul-Valéry Montpellier 3
wafdiali@gmail.com

Agata Jackiewicz – Praxiling, Université Paul-Valéry Montpellier 3
agata.jackiewicz@univ-montp3.fr

Christelle Dodane – Praxiling, Université Paul-Valéry Montpellier 3
christelle.dodane@univ-montp3.fr

Frédéric Calas – Praxiling, Université Paul-Valéry Montpellier 3
calasf@icloud.com

Damien Nouvel – Ertim, Inalco, Paris
damien.nouvel@inalco.fr

Rendre compte de la manière dont les enjeux socio-écologiques sont vécus et saisis aux échelles les plus locales - qui sont aussi les moins connues, car peu ou pas médiatisées - présente un intérêt certain, dès lors que l'on s'accorde à dire que des initiatives spontanées, souvent en rupture avec les cadres officiels et les paradigmes traditionnels, sont aptes à proposer des alternatives innovantes et pérennes. L'objectif du projet PROSE est de documenter et d'analyser finement le processus de transition écologique au sein de la région Occitanie, grâce à la constitution d'un corpus multimodal, afin de rendre compte des différentes formes d'engagement écologique des citoyens et des acteurs sociaux se réclamant d'une démarche permaculturelle (militants, scientifiques, urbanistes, habitants…). https://www.mshsud.org/recherche/equipes-projets-msh-sud/222-prose

Le projet s'inscrit dans le champ pluridisciplinaire des études sur les transitions et des humanités écologiques, en mobilisant de manière originale l'analyse de discours outillée, le traitement automatique des langues, ainsi que les méthodes d'observation participante et de recherche-action. Il est porté par un consortium composé de : (i) linguistes, spécialistes de l'oral, de l'écrit, de la langue française et de la littérature, dont certains sont formés à la permaculture et actifs dans des lieux permaculturels, (ii) informaticiens, spécialistes de traitement automatique de langues, (iii) permaculteurs expérimentés, responsables de réseaux en Occitanie.

La collecte des « *histoires vraies* », au sens de Bird Rose, et des *« discours sur la transition* [qui] *surgissent aujourd'hui partout sur la planète avec une éloquence, une diversité et une intensité particulières »* (Escobar) est réalisée grâce à (i) des interviews semi-dirigées (filmées sur le plateau technique de la MSH) et (ii) des captations vidéo in-situ des ateliers de permaculture. Le corpus est complété par (iii) un questionnaire (visant à cerner les motivations et les trajectoires militantes des acteurs engagés dans la cause écologique), et (iv) un ensemble de textes médiatiques de contextualisation.

L'analyse linguistique porte notamment sur (i) l'identification et la caractérisation des terminologies émergentes, (ii) les systèmes des normes et des valeurs, comme ressorts des choix de vie et des actions des militants écologistes, et indices des transformations sociétales en cours, (iii) les représentations des autres et de soi, les formes d'action collective, (iv) l'incarnation prosodique et gestuelle du discours militant (rapport sens – émotion – geste).

La communication s'attachera à présenter les données collectées, leurs prétraitements et enrichissement (transcription, annotation…), ainsi que les premiers résultats d'analyse.

Les pesanteurs du militantisme environnemental chez les populations défavorisées en milieu urbain camerounais

Sylvin Wandja Nzouatcham – Doctorant, département de géographie, Faculté des Lettres et Sciences Humaines, Université de Douala
wansy08@yahoo.fr

René Joly Assako Assako – Géographe, Professeur titulaire hors échelle, Université de Douala
rjassako@yahoo.fr

Le militantisme environnemental est analysé dans la littérature à travers une dimension contestataire qui s'intéresse aux revendications politiques sur les enjeux de protection de la nature et le questionnement du développement des sociétés industrialisées, et à travers une dimension associative qui étudie les thématiques comme la lutte contre un projet d'aménagement, pour un autre type de développement local, etc. Si ces différents aspects du militantisme environnemental foisonnent, il n'en est pas de même de ce que nous convenons d'appeler la dimension participative ou le militantisme environnemental de participation, qui renvoie à l'engagement sociospatial volontaire pour faire face aux problèmes socioécologiques existants ou pour améliorer les cadres/qualité de vie. Cette dimension du militantisme environnemental quasi absente dans les écrits, constitue pourtant le principal levier des transformations/mutations sociospatiales en milieu urbain camerounais où, les responsables locaux ne disposant généralement pas de moyens pour aménager l'espace et faire face aux crises environnementales diverses qui y sévissent, sollicitent la participation des populations, sans que celle-ci soit effective ou efficiente.

Cette communication vise ainsi à caractériser les différentes formes et aspects de ce militantisme, mettre en exergue les diverses pesanteurs qui limitent son effectivité et son efficience et proposer des leviers d'action. Approche théorique et méthodologie : La stratégie d'analyse arbore l'approche holistico-systémique afin de cerner toutes les dimensions de la question et les facteurs agissants. C'est pourquoi la méthodologie exécutée se veut pluridisciplinaire. Celle-ci allie par conséquent plusieurs démarches telles que l'enquête domiciliaire, l'observation participante, les focus group et les entretiens.

Les résultats montrent que les formes et aspects du militantisme environnemental chez les populations défavorisées sont très variées et se manifestent par un engagement et un agir individuel et/ou collectif de ces populations dans le but d'améliorer leur bien-être aux échelles individuelle, familiale et/ou communautaire et que ses pesanteurs, sous la lentille holistico-systémique, sont de nature environnementale, démographique, éducationnelle et institutionnelle.

Le militantisme environnemental de participation constitue le principal levier des mutations/transformations sociospatiales vécues dans les milieux défavorisés des villes camerounaises et se positionne comme un champ de recherche-action dense et fécond à explorer pour un développement local viable et durable de ces villes, dans la mesure où il prédispose à plus de lisibilité scientifique, de compréhensibilité et d'efficacité pratique du volontariat dans le domaine de l'environnement par les populations défavorisées.

Comité d'organisation

Patrick BAUDOT (SEH), Bernadette BICHET (SEH), Daniel BLEY (CNRS), Stéphanie CARRIERE (IRD), Arnaud CHANDIVERT (UPVM), Miriam CUE (IRD), William's DARE (Cirad), Geoffroy FILOCHE (IRD), Nathalie FINOT (IRD), Bernard FORMOSO (UPVM), Alain FROMENT (IRD), Julien MARY (MSH-Sud), Philippe MERAL (IRD), Bernard MOIZO (IRD), Francis RIBEYRE (SEH), Estienne RODARY (IRD), Nicole VERNAZZA-LICHT (SEH).

Comité scientifique

Désiré ANY (philosophie, Univ. Alassane Ouattara, Côte d'Ivoire), René Joly ASSAKO ASSAKO, (géographie, Univ. Douala, Cameroun), Sigrid AUBERT (anthropologie, droit, Cirad), Laurent AUCLAIR (géographie, IRD), Angela BIANCOFIORE (littérature, UPVM), Marie BLAISE (littérature, UPVM), François BOUSQUET (modélisation, Cirad), Joanne CLAVEL (écologie, CNRS), Marc CONESA (histoire, UPVM), Jérôme CORTET (écologie, UPVM), Elise DEMEULENAERE (anthropologie, CNRS), Alain DERVIEUX (écologie, photographie et peinture, SEH), Maryse GAIMARD (démographie, Univ. Dijon), Stéphane GHIOTTI (géographie, CNRS), Ingrid HALL (anthropologie, Univ. Montréal, Canada), Frédérique JANKOWSKI (anthropologie, Cirad), Christian KULL (géographie, Univ. Lausanne, Suisse), Virginie MARIS (philosophie, CNRS), Marceline MBETOUMOU (socio-anthropologie, Univ. N'Gaoundéré, Cameroun), Olivier PETIT (économie, Univ. Artois), Victoria REYES-GARCíA (anthropologie, Univ. Autonome de Barcelone, Espagne), Audrey RIVAUD (économie, UPVM), Philip ROCHE (écologue, INRAE), Jean SIMOS (santé environnementale et santé globale, Univ. Genève, Suisse).

Ces 29èmes journées scientifiques sont organisées par la Société d'Ecologie Humaine et l'UMR SENS en partenariat avec la Maison des Sciences de l'Homme SUD de Montpellier

Et avec le soutien
du Cirad, de l'IRD et de l'Université Paul-Valéry Montpellier 3